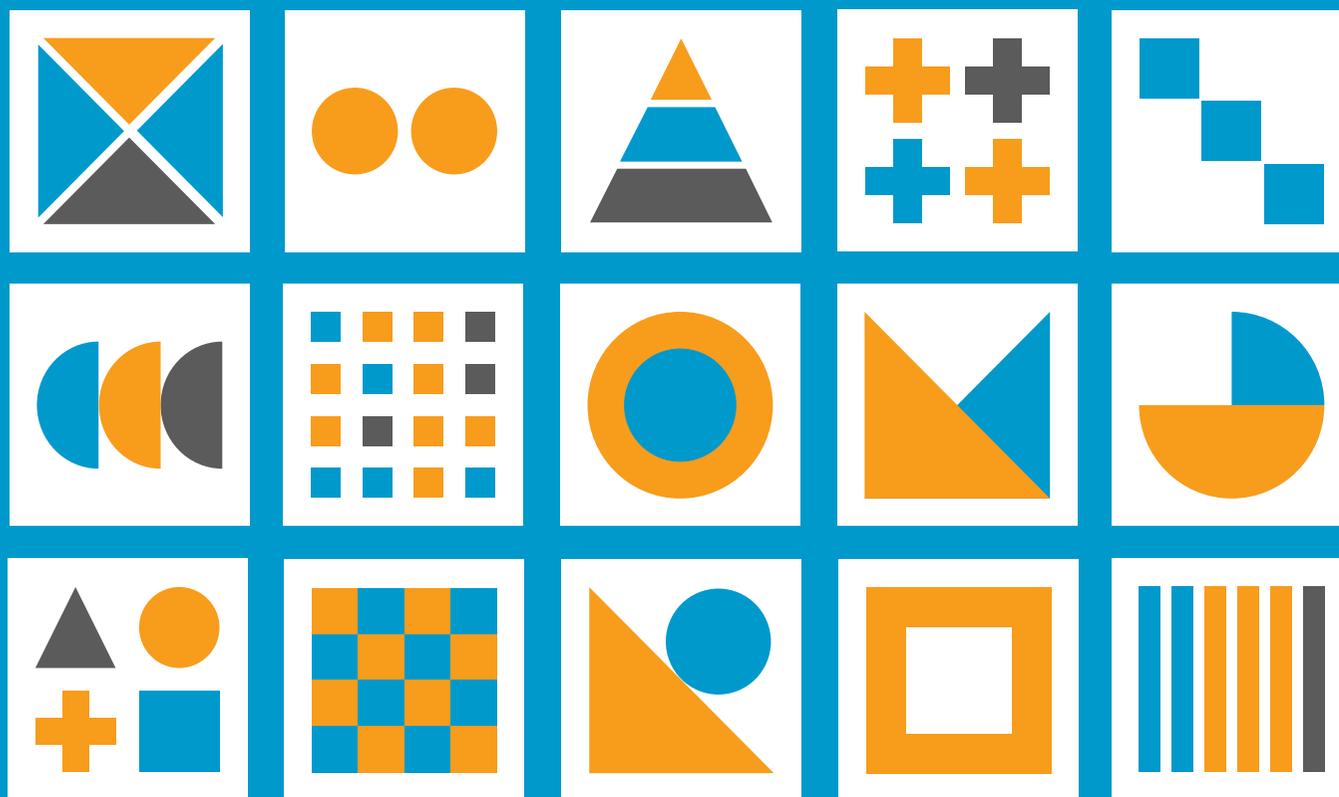


Guide pour un développement qui tient compte des risques



Approche pratique pour les organisations de la société civile et les communautés les plus menacées



SUKANTI BEHRA

Inde

« Les cyclones sont une menace majeure ici. La plupart des familles sont engagées dans l'agriculture et le paddy est la principale culture de la saison. Nous perdons nos récoltes lors des cyclones.

« Nous assistons au Gram Sabha (conseil de village), mais nous ne sommes pas en mesure de donner notre avis car nous n'avons pas une connaissance suffisante des plans du gouvernement local. »

Photo : Sarika Gulati/GNDR



Introduction

- 5 Qu'est-ce que le développement qui tient compte des risques ?
- 11 Comment utiliser ce guide
- 16 Approche du développement qui tient compte des risques
- 24 Rôle des organisations de la société civile dans le développement qui tient compte des risques
- 27 Principes directeurs d'un développement qui tient compte des risques
- 31 Les trois phases principales du développement qui tient compte du risque

Étapes importantes

- 36 Interagir avec les communautés les plus exposées
- 42 Tout organiser autour de la vision de la communauté la plus exposée
- 48 Comprendre le contexte et les risques
- 55 Hiérarchisation des risques et évaluation de l'impact du développement
- 59 Prospective stratégique et planification de scénarios
- 64 Élaborer les stratégies avec les communautés les plus exposées
- 70 Agir avec les communautés les plus exposées
- 76 Rendre des comptes aux communautés les plus exposées et apprendre avec elles
- 80 Répéter et renforcer

Outils

- 83 Modèle pour l'exercice de la vision aux objectifs
- 85 Liste de contrôle des données à recueillir et de la manière de les enregistrer
- 92 Analyse contextuelle de la susceptibilité géophysique aux aléas
- 98 Exercice de cartographie des relations
- 101 Questions de réflexion sur la résilience des personnes, des lieux et des systèmes
- 104 Options d'analyse du développement qui tient compte des risques
- 108 Analyse SWOT

IL S'AGIT D'UN PDF INTERACTIF

- Les liens hypertexte renvoient à des [ressources](#) supplémentaires.
- Les titres des chapitres ci-dessus renvoient à la page indiquée.
- Le bouton Menu permet de revenir à la table des matières. →



Contexte

Ce guide cherche à voir comment nous pouvons intégrer le développement qui tient compte des risques dans tous les aspects du développement, de la gestion des risques de catastrophe, de l'adaptation au climat et de la réponse aux crises. Il s'appuie sur le travail de GNDR en matière de gestion communautaire des risques de catastrophes et de cohérence pour mesurer le succès de la société civile dans son engagement auprès des communautés les plus exposées.

Le guide « [Risk-informed development: From crisis to resilience](#) » (PNUD, 34 pages) est une référence pour faire évoluer le processus de planification du développement qui tient compte des risques, parallèlement aux approches et ressources existantes de GNDR.

Nous avons également reçu les contributions de membres de GNDR qui ont partagé les outils d'information sur les risques et de planification qu'ils utilisent actuellement et dont ils ont identifié des lacunes pour leur travail.

Le contenu est le fruit de multiples ressources, de bonnes pratiques et de recherches sur la gestion des catastrophes, les facteurs de risque et la planification du développement, notamment la planification participative et communautaire du développement.

Bailleur

La production de cette publication a été financée par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ). Son contenu relève de la seule responsabilité de GNDR et ne reflète pas nécessairement les vues de BMZ.



Ce guide a été rédigé dans le cadre du projet GNDR, [Un leadership local pour un impact mondial](#), mis en œuvre en partenariat avec Diakonie Katastrophenhilfe.

Diakonie 
Katastrophenhilfe





INTRODUCTION

Qu'est-ce que le développement qui tient compte des risques ?



Qu'est-ce que le développement qui tient compte des risques ?

Le développement qui tient compte des risques accorde la priorité aux risques auxquels sont exposées les communautés vivant dans les situations les plus vulnérables. Il se place du point de vue des personnes qui sont elles-même les plus exposées au risque. Les communautés les plus menacées proposent des solutions de développement qui atténuent leurs risques et renforcent leur résilience.

Accorder la priorité aux communautés les plus exposées

GNDR veut éviter que les aléas ne deviennent des catastrophes. En tant que réseau mondial d'organisations de la société civile, lorsque nous répondons aux aléas, aux risques et aux difficultés qui provoquent des catastrophes, nous pouvons facilement penser que nous sommes « tous dans le même bateau ».

Toutefois, si l'on examine de plus près les communautés et les risques auxquels elles sont confrontées, il apparaît que nous ne sommes pas « tous dans le même bateau » de la même manière. Les aléas, les risques ou les difficultés causent la discrimination.

Le développement qui tient compte des risques accorde la priorité aux risques auxquels sont exposées les communautés vivant dans les situations les plus vulnérables. Il se place du point de vue des personnes qui sont elles-même les plus exposées au risque.

Les communautés les plus menacées proposent des solutions de développement qui atténuent leurs risques et renforcent leur résilience. Leur réalité, leurs expériences passées, leurs connaissances, leur organisation et leur action nous permettent d'être véritablement informés des risques quand nous planifions le développement. Il s'agit d'une approche qui permet, dans l'ensemble, un développement plus durable et plus résilient.



Fonder le développement sur les perspectives communautaires de risque

L'objectif premier du développement qui tient compte des risques est de préparer les communautés les plus vulnérables aux risques futurs, de prendre des mesures proactives pour atténuer les risques et de renforcer la résilience des communautés et des paysages qu'elles occupent et dont elles dépendent – et ce, dans le cadre d'un processus qu'elles dirigent elles-mêmes.

Les facteurs de risque dépendent aussi des lieux dans lesquels nous vivons, comme la capacité environnementale et le service écosystémique fourni. Malheureusement, les facteurs de risque sont également liés aux actions des personnes et à des facteurs sociaux, économiques et psychologiques qui mettent certaines personnes en danger plus que d'autres.

Lorsque le développement ne tient pas compte des risques, ce dont témoignent les communautés les plus menacées est que, loin d'offrir des progrès, ce soi-disant « développement » crée de nouveaux risques, augmente le risque existant et annule tout gain potentiel. Il invite toutes les personnes concernées à reconnaître que les choix de développement créent des risques, mais aussi des opportunités.

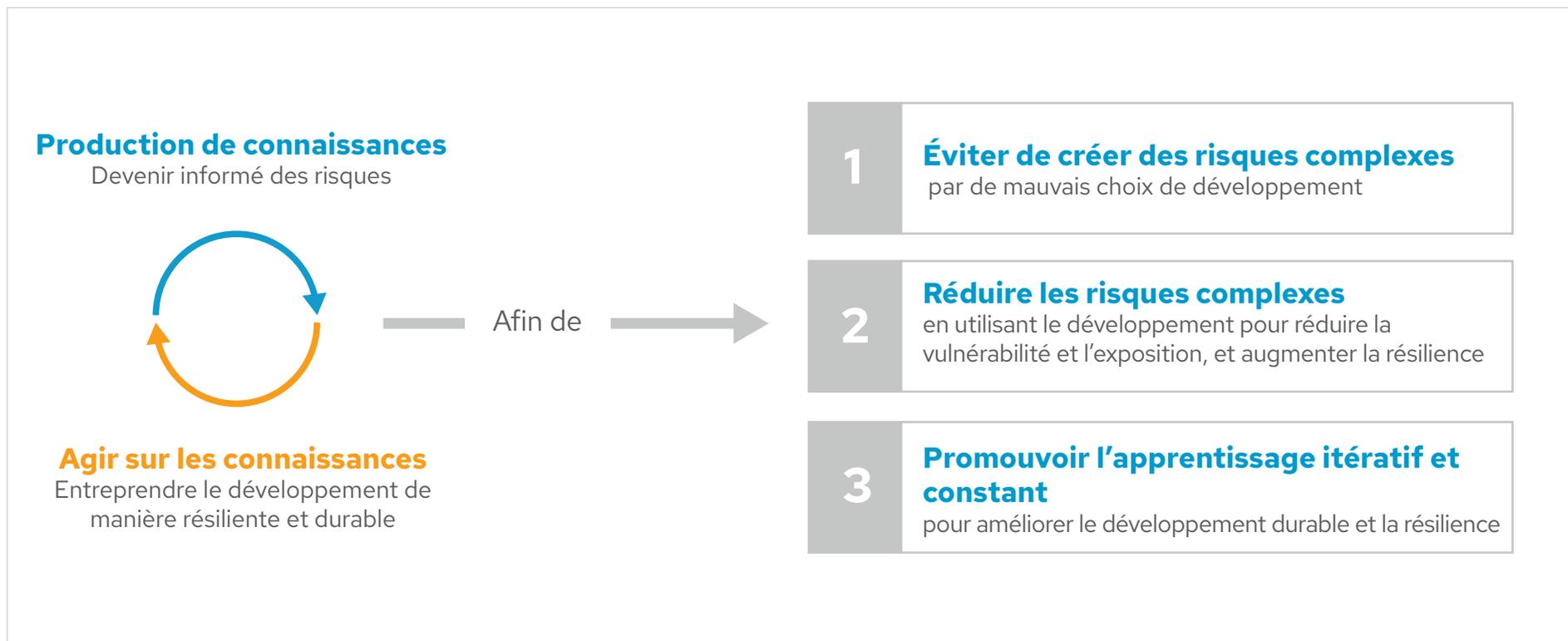
Un développement qui tient compte du risque ne peut être réalisé que si le processus de planification du développement est informé par la connaissance du risque et agit pour atténuer ce dernier. La planification du développement qui tient compte des risques doit donc impliquer de multiples parties prenantes ayant des objectifs et des programmes multiples, afin de rationaliser les actions et les décisions par la cohérence et la collaboration.

L'objectif est d'aboutir à des actions stratégiques documentées et à des décisions prises d'un commun accord qui permettront de :

- Éviter de créer des risques complexes par de mauvais choix de développement ;
- Réduire les risques complexes en utilisant le développement pour réduire la vulnérabilité et l'exposition, et augmenter la résilience ;
- Promouvoir l'apprentissage itératif et constant pour améliorer le développement durable et la résilience.

Plus important encore, si la planification du développement tient compte des risques locaux du point de vue des personnes les plus exposées, son potentiel d'impact positif sur les vies, les moyens de subsistance et les biens est considérablement renforcé.





Source : Rapport du PNUD, Risk-informed development: From crisis to resilience, 2019



Six facteurs de risque

GNDR a identifié six facteurs de risques : il s'agit de contextes où la réduction des risques de catastrophes devient plus difficile à mesure que le monde change. Ils sont interconnectés et ont le potentiel d'amplifier les risques existants et d'avoir un impact négatif sur le développement des communautés les plus exposées, ainsi que sur la société dans son ensemble.

Comprendre ces facteurs de risque et la manière dont ils opèrent ou influencent les communautés, en particulier du point de vue des personnes les plus exposées, peut aider à prendre des décisions efficaces et pertinentes pour mieux tenir compte des risques.

Une compréhension localisée des facteurs intrinsèques qui accroissent la vulnérabilité des populations à ces facteurs de risque

dans divers contextes géographiques, socioculturels et économiques est indispensable.

Un développement qui tient compte du risque intègre cette perspective de risque en incorporant les facteurs de risque et les aléas dans chaque étape du processus de planification du développement.



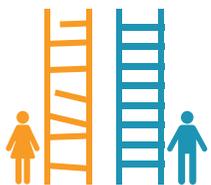
Changement climatique



Déplacement forcé



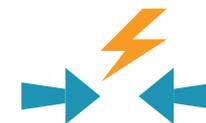
Urbanisation



Inégalité entre les sexes



Insécurité alimentaire et hydrique



Conflit



Planifier un développement qui tient compte du risque

La planification du développement est un outil de prise de décision. Lorsque ce processus est appliqué par les communautés les plus exposées et leur entourage, il leur permet de prendre des décisions éclairées pour réaliser, en tant que communauté, leurs aspirations, pour elles-mêmes et pour leur lieu de vie.

Le développement qui tient compte du risque permet de résoudre les problèmes et les blocages qui entravent leur progression et leur croissance – en particulier le risque lié aux facteurs de risque et aux aléas.

Les pratiques conventionnelles de planification sont désormais remplacées par des processus plus dynamiques et itératifs, à mesure de la transformation rapide des paysages et des communautés. Cela est dû en partie au fait que les aléas et les facteurs de risque qui leur sont associés deviennent plus complexes, intenses et fréquents.

Le processus GNDR de planification d'un développement qui tient compte des risques, dirigé par la communauté et participatif, comprend neuf étapes. Lors des révisions régulières des plans et des stratégies de

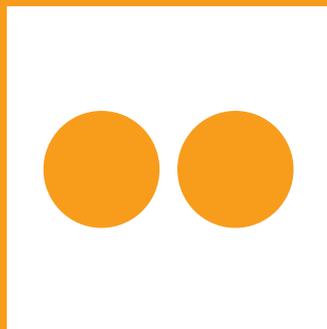
développement, passez en revue les neuf étapes. Posez toujours la question : Comment les communautés les plus exposées et tous ceux qui les entourent peuvent-ils travailler ensemble pour renforcer la résilience et éviter que les aléas ne deviennent des catastrophes ?

Éviter que les aléas ne deviennent des catastrophes

GNDR espère que les connaissances, l'expertise et les réalités locales considérées du point de vue des communautés les plus exposées contribueront aux plans de développement de tous les acteurs, notamment le gouvernement, les institutions internationales et le secteur privé, et qu'ainsi les politiques et les pratiques seront mieux informées des risques et que les aléas ne deviendront pas des catastrophes.

Le guide et la boîte à outils de GNDR sur le développement qui tient compte des risques exposent les principes, les approches, les étapes et les mesures à prendre pour mener à bien la planification du développement qui tient compte des risques.





GÉNÉRALITÉS

Comment utiliser ce guide



Ce guide et cette boîte à outils pour un développement qui tient compte des risques cherchent à renforcer la capacité des organisations de la société civile à s'engager dans une planification transformatrice du développement qui tient compte des risques, avec les communautés les plus exposées.

Qu'y a-t-il dans ce guide ?

Le guide met en évidence les principales approches permettant de renforcer le développement qui tient compte du risque et recommande les étapes nécessaires à la planification du développement qui tient compte du risque.

Il a pour objectif un développement qui tient compte des risques et qui est localisé, dirigé par la communauté et participatif. Il expose des moyens d'atténuer les risques créés par les aléas et les facteurs de risque (par exemple, le changement climatique, l'urbanisation, l'insécurité alimentaire et hydrique, les déplacements forcés, les inégalités entre les sexes et les conflits).

Il ne doit pas être considéré comme un manuel exhaustif. Son objectif est d'indiquer la bonne direction, de donner une vue d'ensemble des complexités en jeu et de souligner la nature multisectorielle de la planification du développement. Ce guide ne doit pas être considéré comme un substitut aux processus formels de planification du développement dans les différents pays et régions.

Il est conçu pour introduire ou renforcer les capacités des communautés les plus exposées à l'utilisation des informations sur les risques et à encourager une plus grande participation des personnes les plus exposées aux processus de développement.

Chaque étape recommande des moyens d'intégrer certains aspects des informations sur les risques dans un cadre de planification du développement dirigé par la communauté. Ce guide propose des moyens pour :

- Recueillir, intégrer et utiliser les informations sur les risques (en particulier sur les aléas et les facteurs de risque) ;
- Lire et analyser les facteurs multiples et leurs impacts sur les lieux, les personnes et les systèmes (tant physiques que sociaux) ;
- Se préparer aux risques anticipés à l'avenir et renforcer la résilience en exploitant le potentiel environnemental, social et économique.



À qui s'adresse ce guide ?

Vous trouverez dans ce guide une approche centrale et des principes directeurs pour la réalisation d'une planification du développement qui tient compte des risques, ainsi que des conseils structurés pour chaque étape du processus. Des objectifs, des étapes clés, ainsi que des outils pertinents sont donnés à chaque étape.

Ce guide s'adresse aux organisations de la société civile qui travaillent avec les communautés les plus exposées pour renforcer leur planification participative du développement et faire en sorte qu'elle tienne compte des risques et aboutisse à une résilience renforcée.

La société civile ou les organisations non gouvernementales qui travaillent aux niveaux national et régional peuvent également utiliser le guide pour s'assurer que les personnes les plus exposées sont en mesure de plaider en faveur de politiques au niveau national, et pour soutenir une planification du développement localisée et tenant compte des risques, qui rende compte devant les personnes les plus exposées.

Le développement et la planification nécessitent un soutien institutionnel par le biais de politiques, de mécanismes de financement et de capacités techniques.

Les personnes impliquées au niveau national, régional ou étatique pourraient en outre utiliser ce guide pour plaider en faveur de politiques, de plans d'action nationaux et de stratégies qui :

- Soutiennent les approches localisées et participatives qui impliquent activement les communautés les plus exposées dans le processus plus large de planification du développement et de prise de décision ;
- Prennent en considération l'utilisation des connaissances et des données locales, des données scientifiques localisées sur le changement climatique et des implications localisées des catastrophes ;
- Soutiennent les méthodes locales et autochtones de renforcement de la résilience et d'atténuation des risques.



Comment utiliser ce guide

Des méthodes et modèles de planification du développement participatifs et dirigés par la communauté doivent être mis en œuvre à l'échelle locale. Qu'il s'agisse d'une mégapole, d'une ville ou d'un village, cela signifie que l'échelle d'engagement doit commencer au niveau du quartier en vue d'identifier les personnes les plus exposées et les engager dans un processus d'apprentissage et de collecte de connaissances qui peut éclairer les plans de développement et les décisions aux niveaux régional et national.

Il existe bien entendu de multiples points d'entrée pour ce guide. Le développement qui tient compte des risques peut être lancé à tout moment, y compris lors de la réponse immédiate aux catastrophes.

Si le travail est déjà en cours mais que vous avez besoin d'en savoir plus sur la vision d'une communauté ou de l'impliquer davantage, reportez-vous aux étapes 1 et 2 de ce guide.

Si vous savez que parmi les six facteurs de risque prioritaires, l'un d'entre eux est plus important, prenez des mesures pour orienter votre processus de développement en fonction de ce risque.

Par exemple, si le déséquilibre entre les sexes est un problème majeur, réalisez chaque étape en tenant compte du genre avant de passer à d'autres risques. Si ce qui a été mis en évidence est une insécurité hydrique ou alimentaire, il faut rassembler des informations et rechercher des preuves ou des problèmes liés plus particulièrement à ce sujet. L'étape 3 vous aidera à comprendre ce contexte.

Si vous travaillez bien avec la communauté et que vous avez beaucoup d'idées de collaboration, vous pouvez peut-être passer à l'étape quatre pour hiérarchiser les actions en fonction des risques.

Si vous négociez avec des plans nationaux, profitez de la huitième étape pour entreprendre des mesures d'apprentissage et de redevabilité permettant de renforcer et d'exploiter le travail existant.

Le développement qui tient compte des risques peut être lancé à tout moment, y compris lors de la réponse immédiate aux catastrophes.

MUWAMUNYA PATIENCE

Ouganda

« Nous sommes confrontés à la pauvreté, la faim et la famine. Mon gouvernement local ne nous a pas aidés. L'eau que nous avons est insalubre mais nous devons l'utiliser pour boire et cuisiner. Nous ne sommes pas inclus dans la planification et la prise de décision communautaires. »

Photo : Jjumba Martin / GNDR





APPROCHE

Approche du développement qui tient compte des risques



Approche du développement qui tient compte des risques

Le développement qui tient compte du risque permet aux communautés les plus exposées de devenir des leaders et des décideurs clés du développement – et de leur avenir. Il donne aux individus et aux communautés les moyens d’agir aujourd’hui et à l’avenir pour atténuer les risques et renforcer la résilience. Il saisit les connaissances locales et comprend mieux les implications locales des divers facteurs d’influence mondiaux et locaux. Il veille à ce que personne ne soit laissé de côté.

Principales considérations

Au cœur de l’approche basée sur une planification du développement qui tient compte des risques se trouve l’action participative et la prise en compte d’informations sur les risques dans les processus de planification existants. Il est donc nécessaire de réfléchir à :

- Comment nous intégrons la perspective de risque des personnes les plus exposées lors des exercices de planification du développement ;
- Comment nous utilisons les informations sur les risques, notamment du point de vue des personnes les plus exposées, quand nous planifions le développement de la communauté, de manière à ce que les communautés les plus exposées aient une meilleure résistance aux divers risques à mesure qu’elles progressent dans le futur.

Une approche basée sur les risques

Lors de l’identification des individus et des groupes communautaires les plus exposés, il faut se rappeler que, quelles que soient les circonstances auxquelles ils sont confrontés, les gens méritent que leurs droits humains – les normes fondamentales qui permettent à toute personne de vivre une vie dans la dignité – soient respectés.

Ces droits sont économiques, sociaux, culturels, civils et politiques. Ils sont universels et indivisibles. Une personne n’a ni plus ni moins de droits qu’une autre. Tous doivent être considérés sous l’angle d’une responsabilité collective. C’est à l’État qu’incombe la responsabilité première de respecter, protéger, promouvoir et honorer les droits humains.



Renforcer le pouvoir pour parvenir à un développement qui tient compte des risques

Toutefois, lorsque ces droits sont bafoués, il convient de s'attaquer aux causes profondes, de donner aux gens les moyens d'exercer ou de revendiquer leurs droits et de permettre aux détenteurs de devoirs de remplir leurs obligations.

L'approche fondée sur les droits dans le cadre du développement qui tient compte des risques prend le parti des personnes qui souffrent d'injustice et d'inégalité, et les considère comme des détenteurs de droits actifs qui peuvent être habilités à modifier leur situation.

Le développement qui tient compte des risques cherche à répondre au fait que les communautés sont menacées et que leurs droits humains sont bafoués.

Elles n'ont ni accès ni contrôle équitable sur les ressources dont elles ont besoin pour être résilientes et mener une vie digne.

Dès que les droits des individus sont niés, leur expérience du risque commence. Ce qui commence par une perte de confiance en soi ou d'espoir conduit à éloigner de plus en plus les gens du pouvoir nécessaire pour faire face à leur situation.

Une fois éloignés des ressources ou des processus décisionnels qui y sont liés, il devient plus facile pour les individus exposés d'être criminalisés, blâmés, stigmatisés et finalement rendus invisibles par les autorités – qui sont pourtant censées protéger, respecter et promouvoir leurs droits.

Les multiples négations des droits augmentent avec la survenue des catastrophes. Les facteurs de risque – notamment le changement climatique, les conflits, l'insécurité alimentaire et hydrique, les déplacements forcés, l'inégalité entre les sexes et l'urbanisation – épuisent davantage les ressources et amplifient les risques multiples et complexes auxquels la population est confrontée.

Une fois encore, l'inégalité ou la discrimination entre les sexes peut empêcher certains groupes d'accéder aux ressources dont ils ont besoin pour reconstruire leur vie.

Le patriarcat et l'exclusion sociale continuent de réduire les droits « collectifs » ou individuels disponibles.

Les personnes les plus exposées sont donc sujettes à l'injustice et ne disposent pas du pouvoir nécessaire pour remédier à la négation de leurs droits. Elles ne sont pas prises en compte lors de la conception des politiques de lutte contre les risques.



Il est essentiel que nous renforçons et développons le pouvoir dans le cadre d'un développement qui tient compte des risques, afin de remédier à la négation des droits.

Si le pouvoir est la capacité d'influencer les actions d'autrui, il convient de remédier aux déséquilibres de pouvoir qui privent les gens de leurs droits.

Le développement qui tient compte des risques cherche donc à inclure ces derniers en premier lieu, de sorte qu'en prenant en considération leurs droits, leur pouvoir et les facteurs de risque auxquels ils sont confrontés, le développement commence à tenir compte des risques, et devienne durable et résilient.

Renforcer le pouvoir pour un développement qui tient compte des risques signifie que :

- Les gens ont le contrôle de leur propre vie ;
- Le pouvoir est diffusé aux communautés les plus exposées ;

- Les compétences et les capacités sont développées de manière à permettre ainsi de renforcer la confiance en soi et de prendre des décisions qui améliorent les chances de vie ;
- L'avenir anticipé des individus et des groupes – surtout ceux qui sont les plus menacés – définit et façonne le monde qui les entoure (sur le plan environnemental, économique, social et systémique).

Placer les personnes exposées au centre du développement

Les personnes exposées sont au cœur du développement qui tient compte du risque.

Il est essentiel que le développement qui tient compte des risques soit inclusif, ce qui implique d'associer dans ce processus les personnes les plus exposées. Ces dernières sont essentielles pour comprendre et évaluer les menaces complexes, les risques, les défis, les opportunités, les incertitudes et les options auxquels sont confrontées les communautés les plus exposées. La société civile doit les avoir comme partenaires.

Le fondement de tout engagement avec les communautés repose sur la confiance et la redevabilité. L'établissement de relations positives avec la communauté est un point de départ. Le rôle de la société civile n'est pas de diriger ou de dicter aux communautés ce qu'elles doivent faire, mais de faciliter, de sensibiliser et de créer un environnement propice pour que les membres de la communauté jouent un rôle de premier plan dans la planification du développement qui tient compte des risques.



Mettre en premier les perspectives locales de risque

Les considérations locales sur le risque sont au cœur du développement qui tient compte des risques. En ce qui concerne la planification du développement qui tient compte des risques, il est important de veiller à la cohérence entre les actions qu'entreprennent les communautés et les actions déjà existantes dans les cadres officiels de planification du développement qui sont applicables ou pertinentes pour la communauté.

Au niveau communautaire, la planification du développement qui tient compte des risques doit tirer parti des dispositions des plans, politiques et actions existants dans tous les secteurs et à toutes les échelles. En même temps, elle doit évoluer pour informer les politiques régionales et nationales en matière de réduction des risques de catastrophe, d'adaptation au changement climatique et de développement durable. Cela permet de combler le fossé entre les plans locaux, nationaux et internationaux et encourage la localisation.

Établir des relations avec les communautés les plus exposées

L'établissement de relations est essentiel dans tout ce que nous faisons. Ces conseils viennent rappeler comment le faire :

- Écouter les différents points de vue, surtout ceux des personnes les plus exposées ;
- Entrer en contact avec les personnes les plus exposées par le biais de conversations individuelles pour apprendre à les connaître individuellement ; lorsque vous travaillez avec des enfants et des jeunes, entrez en contact avec les écoles ou les organisations, en veillant à ce que les processus de protection des enfants soient respectés ;
- Consulter et communiquer avec les groupes communautaires et les individus au sujet du processus de développement qui tient compte des risques afin de concevoir avec eux comment et quand les communautés veulent mener des actions de développement ;
- Encourager les idées et les propositions des membres de la communauté sur la façon dont ils veulent s'impliquer dans la planification du développement qui tient compte des risques ;
- Consulter les dirigeants et les représentants de la communauté avant de convenir du format de réalisation et d'achèvement de chaque étape du processus, afin de garantir une bonne relation avec eux.



Veiller à l'inclusion dans la planification

Veiller à ce que tous les groupes d'une communauté ou d'un quartier, en particulier les plus exposés, soient activement inclus et participent à chaque étape du processus de développement qui tient compte des risques. En particulier :

- Identifier les groupes les plus exposés de la communauté avec lesquels travaillent les organisations de la société civile (OSC) ;
- Organiser des discussions de groupe avec des groupes exposés particuliers afin de mieux comprendre leur point de vue ; il peut s'agir des femmes, des personnes qui s'identifient comme faisant partie de la communauté LGBTQ+, des personnes en situation de handicap, des minorités, des jeunes ou des personnes âgées, etc. ;
- Veiller à ce que les ateliers, les réunions et les discussions soient programmés à des moments appropriés pour les personnes les plus exposées, et répétés si nécessaire pour garantir l'inclusion, et à des moments qui maximisent la participation ;
- Poser des questions générales et ouvertes (pas des questions où on répond par oui ou par non) ; l'intention est d'encourager la discussion entre les membres et le partage des idées ;
- Veillez tout particulièrement à soutenir la participation des groupes les plus exposés lorsqu'ils sont impliqués dans des conversations ou des événements avec d'autres personnes ;
- Tenir compte des différentes langues et méthodes de communication pour s'assurer que chacun comprend et peut contribuer à la conversation ;
- Veiller à ce que tous les membres de la communauté aient la possibilité de s'exprimer ;
- Être sensible à la culture, en particulier lorsqu'il s'agit de travailler avec des groupes culturels différents ;
- Accorder une attention particulière et concevoir des méthodes de communication appropriées pour ceux qui en ont besoin (par exemple, les enfants, les jeunes, les personnes âgées ou les personnes en situation de handicap) ;
- Faire preuve de souplesse en permettant aux participants de faire des pauses pendant les ateliers, les discussions de groupe ou les forums communautaires ;
- Faciliter et encourager les séances informelles et brise-glace pour permettre à des groupes divers de travailler ensemble et d'interagir directement ;
- Veiller à ce que les exercices participatifs soient organisés dans un cadre horaire souple et soient menés dans des lieux où tous les membres de la communauté peuvent participer confortablement et facilement.



Inclusion du genre

L'inégalité entre les sexes découle des rôles attendus des hommes et des femmes dans une société, ce qui influe sur leur statut socio-économique, leur niveau d'autonomie et la manière dont les hommes et les femmes se préparent aux catastrophes, y réagissent, en subissent les conséquences et s'en remettent.

Les aléas naturels sont neutres du point de vue du genre mais les impacts ne le sont pas. Les hommes et les femmes, les garçons et les filles sont confrontés à des niveaux différents d'exposition et de vulnérabilité aux aléas naturels, en raison des relations entre les sexes et de la discrimination dans la société. La dynamique de genre joue un rôle dans un large éventail de facteurs associés à la résilience – depuis les niveaux de préparation jusqu'à l'accès aux mécanismes de préparation qui peuvent soutenir le rétablissement.

Nous pouvons favoriser l'inclusion des femmes en veillant à ce que :

- Les femmes occupent des postes de direction ;
- Chaque étape et processus de la planification du développement qui tient compte des risques s'adapte aux horaires des femmes et à ce qui leur convient ;
- Des méthodes pour une participation et une inclusion significatives soient incorporées.

Garantir la collaboration avec de multiples parties prenantes

Un développement efficace qui tient compte des risques, tout en incluant en premier lieu les personnes les plus exposées, doit impliquer plusieurs parties prenantes.

Pour garantir une [collaboration](#) solide :

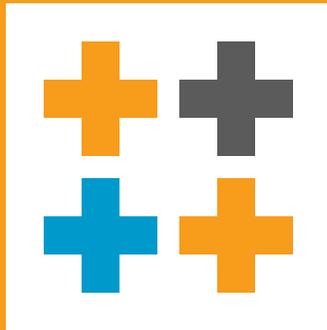
- Identifier des partenaires locaux pour la collaboration, par exemple : des experts et des universitaires dans les domaines de la géographie, des sciences sociales, des sciences naturelles, du développement et de la santé ; des philanthropes du secteur privé, des entreprises et des industries locales de premier plan ; et des unités de gouvernement local ;
- Identifier les institutions locales pour une collaboration à chacune des étapes, par exemple les agences éducatives, techniques et gouvernementales locales ;
- Inclure des animateurs d'organisations communautaires déjà établies (si elles sont présentes) pour mener les ateliers ou les exercices ;



APPROCHE

- Explorer la possibilité pour les partenaires financiers locaux de parrainer ou de soutenir des activités et des besoins plus modestes dans le cadre du processus de développement qui tient compte des risques ;
- Étudier la possibilité de poursuivre les parrainages avec les grands bailleurs de fonds de la responsabilité sociale des entreprises ; les OSC doivent veiller à ce que les représentants et les dirigeants communautaires chargés de la planification du développement qui tient compte des risques participent à ces discussions.





SOCIÉTÉ CIVILE

Rôle des organisations de la société civile dans le développement qui tient compte des risques



Rôle des organisations de la société civile dans le développement qui tient compte des risques

Faciliter et défendre la localisation

Les organisations de la société civile (OSC) participent aux processus de planification locaux et nationaux fondés sur les risques. Alors que la planification du développement au niveau local vise à saisir, comprendre, planifier et gérer les aspects locaux de divers secteurs, le programme de développement de chaque secteur est déterminé par les politiques sectorielles et les décisions d'investissement qui sont généralement prises par les gouvernements nationaux et étatiques.

Les informations sur les risques concernent tous les secteurs et, par extension, les services gouvernementaux, les ministères et les organismes privés qui y sont associés. Les plans de développement aux niveaux national et régional peuvent être sectoriels ou intersectoriels.

D'une manière générale, les plans sectoriels d'un gouvernement national ou d'un gouvernement d'État cherchent à assurer la croissance d'un secteur donné, à répondre aux besoins des individus et des communautés (c'est-à-dire aux besoins matériels et sociaux en termes de ressources ou de fourniture de services), à créer des emplois et des moyens de subsistance, à assurer la circulation de l'argent dans la chaîne d'approvisionnement et à générer des revenus.

Les OSC opérant aux niveaux national et régional peuvent contribuer à faire avancer le programme de la localisation. Elles peuvent s'engager auprès des décideurs nationaux et régionaux pour faciliter, promouvoir et défendre :

- Les politiques et la législation soutenant les processus de planification d'un développement qui tient compte des risques et qui sont dirigés par les communautés ;
- Les politiques et la législation orientant les départements et agences de planification afin de soutenir la planification dirigée par la communauté d'un développement qui tient compte des risques ;
- Les politiques et la législation permettant à la planification dirigée par la communauté d'un développement qui tient compte des risques d'être intégrée dans d'autres documents juridiques de planification (par exemple, les plans de développement ou les schémas directeurs de développement urbain) ;



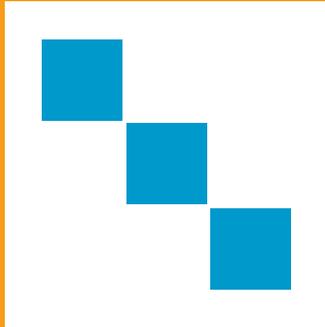
Mesures pratiques pour les OSC

- Les politiques et la législation intégrant dans les plans sectoriels une planification dirigée par la communauté d'un développement qui tient compte des risques ;
- L'intégration des conclusions et des résultats des plans de développement locaux tenant compte des risques dans les plans d'adaptation, la gestion des catastrophes, les plans d'atténuation et les réglementations en matière de développement aux niveaux national et régional, afin de résoudre les conflits et d'apporter de la cohérence ;
- Des mécanismes et des possibilités de financement pour entreprendre un processus de planification du développement dirigé par la communauté et tenant compte des risques, et pour mettre en œuvre des actions et des interventions spécifiques proposées par les communautés.

Les organisations de la société civile (OSC) peuvent prendre ces mesures pratiques pour jouer leur rôle de facilitateur d'un développement qui tient compte des risques :

- Fournir un soutien technique et une reconnaissance institutionnelle des activités au niveau de la base autour des processus de planification du développement dirigés par la communauté et tenant compte des risques ;
- Fournir un accès aux plateformes de données nationales et sectorielles et aux matériaux de recherche (que les communautés locales peuvent utiliser dans leur processus de planification du développement) ;
- Être prêtes à fournir des informations supplémentaires et à se tenir au courant des événements et des questions d'actualité importants, ainsi que des activités liées au développement au sein et autour de la communauté ;
- Encourager les membres de la communauté à diriger les diverses activités et exercices qui interviennent dans la planification d'un développement qui tient compte des risques ;
- Utiliser un lieu public, une salle communautaire ou les salles de classe d'une école locale (c'est-à-dire un endroit familier aux membres de la communauté, où ils se sentent à l'aise et qu'ils se sont déjà approprié) ;
- Obtenir les autorisations nécessaires pour organiser l'atelier au lieu de réunion (qu'il s'agisse d'une mairie, d'une école ou de tout autre espace public ouvert comme un marché, un centre ville ou un terrain de réunion de village) ;
- Veiller à une communication continue avec les membres de la communauté tout au long de la planification du développement qui tient compte des risques ;
- Renforcer l'autonomie des représentants communautaires par le biais du renforcement des capacités et de la formation tout au long de la planification du développement qui tient compte des risques ;
- Plaider, auprès des décideurs nationaux et régionaux, en faveur d'une approche du développement qui tient compte des risques (GNDR a publié une [boîte à outils de plaidoyer](#) pour aider à guider le processus de planification du plaidoyer au niveau national).





PRINCIPES

Principes directeurs d'un développement qui tient compte des risques



Principes directeurs d'un développement qui tient compte des risques

Cinq principes guident les personnes impliquées et la manière dont elles participent au développement qui tient compte des risques.

1. Appropriation par les communautés les plus menacées

Reconnaître que les biens communs relèvent d'une tutelle communautaire (c'est-à-dire les ressources culturelles et naturelles sont accessibles à tous les membres d'une société, notamment les matières naturelles telles que l'air, l'eau et une terre habitable) par ceux qui vivent dans cette communauté ; accepter que les communautés prennent part aux décisions et aux processus de développement qui les concernent.

2. Participation

Des espaces significatifs et attirants pour permettre aux multiples parties prenantes d'exploiter la sagesse et les capacités collectives afin de prendre des décisions ensemble, diagnostiquer les difficultés et tracer un plan d'action pour les résoudre.

3. Inclusion

Inclure des parties prenantes multiples et pertinentes, notamment les groupes marginalisés, pour obtenir des résultats justes, équitables et efficaces.

4. Transformer la manière d'aborder le genre

Examiner, mettre en question et modifier activement les normes de genre rigides et les déséquilibres de pouvoir qui avantagent les garçons et les hommes par rapport aux filles et aux femmes.

5. Autonomisation

Supprimer les obstacles (individuels, sociétaux, systémiques) qui empêchent les personnes, notamment celles qui sont marginalisées, privées de leurs droits ou les plus exposées, de prendre en main le contrôle de leur propre vie et les décisions qui les concernent.



Six principes guident comment aborder et mettre en œuvre le processus d'un développement qui tient compte du risque.

1. Localisé

Adaptable pour garantir que les communautés les plus exposées disposent des capacités, des informations, des liens, des ressources et du pouvoir dont elles ont besoin pour décider comment renforcer leur propre résilience ; cette adaptation doit être contextuelle et répondre aux exigences ou aux conditions propres à une zone particulière.

2. Ambitieux

Utiliser les futurs auxquels aspirent les individus et les groupes eux-mêmes, en particulier ceux qui sont le plus exposés, pour imaginer, définir et façonner le monde qui les entoure.

3. Prospectif

Intervenir de manière proactive sur la base des prévisions des risques qui menacent la vie et les moyens de subsistance des plus marginalisés, ou pesant sur les facteurs du développement et du changement.

4. Reposant sur des preuves

Une approche qui implique de faire des déductions et des conclusions sur la base de preuves, lesquelles sont ensuite testées et étudiées plus en profondeur pour arriver à la meilleure solution, tout en conservant les perspectives et les intérêts des communautés les plus menacées.

5. Évolutif

Souple pour permettre d'apporter des changements lorsque cela s'avère nécessaire et ne pas compromettre un développement qui tient compte des risques (que ce soit à court ou à long terme).

6. Orienté vers les résultats

Veiller à ce que la vision du développement se traduise en actions et que ces décisions et actions stratégiques produisent les résultats escomptés ; cela nécessite un suivi et une gestion réguliers dans lesquels toutes les parties prenantes impliquées doivent rendre des comptes.



CHRISTINA ROSARIO DE OLIVEIRA

Brésil

« Que puis-je faire pour améliorer cet endroit que j'aime tant ? Certains diront que le rôle des femmes est de laver, repasser, ranger et cuisiner. Mais non.

« Il y a beaucoup d'autres rôles importants dans la société, dans la communauté, qui doivent être valorisés. L'un d'eux est ce que nous, les femmes, faisons avec les NUDEC (centres locaux de défense civile). »

Photo : Julia Lemos Lima / GNDR





PHASES PRINCIPALES

Les trois phases principales du développement qui tient compte du risque



Les trois phases principales du développement qui tient compte du risque

Le processus de planification du développement qui tient compte des risques peut être décomposé en trois phases principales, chacune comportant trois étapes.

Phase I : Définir (re-définir)

Étape 1 : Interagir avec les communautés les plus exposées

Les communautés les plus exposées elles-mêmes sont le point de départ : cherchez quelle est leur vision et assurez-vous que leur point de vue est au cœur de tout ce qui est réalisé. Tout d'abord, il est crucial de les écouter exprimer ce qui se passe dans leur contexte. La conversation doit les amener à parler de ce qui se passe autour d'elles – puisant dans une perspective plus large à partir des décisions prises ailleurs ou de phénomènes plus vastes – et qui, en fin de compte, a un impact sur leur vie. À partir de là, il est possible de saisir leurs aspirations pour l'avenir.

Étape 2 : Tout organiser autour de la vision de la communauté la plus exposée

Les membres de la communauté, les organisations de la société civile (OSC) et les autres parties prenantes se préparent et s'organisent pour travailler ensemble à la planification d'un développement qui tient compte des risques.

Étape 3 : Comprendre le contexte et les risques

Pour les communautés les plus exposées il est nécessaire d'interagir avec les connaissances scientifiques et les contextes mondiaux émergents pour parvenir à mieux comprendre les risques et les relations propres au contexte, et donc à se développer en passant par une analyse et des choix éclairés. Pour ce faire, il faut recueillir des connaissances et des données auprès de la communauté la plus exposée et auprès d'autres sources secondaires. Cette étape couvre les aspects principaux de l'évaluation du contexte et des risques et de la cartographie des relations.



Phase II : Évaluer et anticiper

Étape 4 : Hiérarchisation des risques et évaluation de l'impact du développement

La hiérarchisation des risques communautaires permet aux communautés de décider des priorités et des principales difficultés pour faire face aux risques et renforcer la résilience. Au cours de cette étape, diverses évaluations d'état et d'impact sont recommandées pour mieux comprendre les risques complexes et leurs impacts sur les communautés et le paysage qu'elles occupent.

Étape 5 : Prospective stratégique et planification de scénarios

Cette étape consiste à aider les communautés à revisiter leurs visions et leurs objectifs sur la base d'une meilleure compréhension des tendances futures et des problèmes émergents. Elle fournit des outils et des méthodes pour inciter les communautés à envisager les tendances futures. L'analyse des mégatendances, l'élaboration de scénarios et l'analyse rétrospective de la vision communautaire sont les éléments clés de la prospective stratégique.

Étape 6 : Élaborer les stratégies avec les communautés les plus exposées

À ce stade, les communautés (facilitées par les OSC) seront en mesure de tirer des enseignements des exemples et des meilleures pratiques, pour identifier et convenir des actions nécessaires, et pour prendre des décisions en matière de prévention, d'atténuation et de renforcement de la résilience. Il est important que les priorités des communautés les plus exposées soient intégrées dans les priorités des communautés plus larges. C'est sans doute là que réside la plus grande difficulté du développement.



Phase III : Agir et gérer

Étape 7 : Agir avec les communautés les plus exposées

Mettre en œuvre les actions et interventions nécessaires décidées par les communautés. Il convient d'envisager différents modes de mise en œuvre des actions et d'autres aspects liés à la réalisation de l'action (tels que la recherche de cohérence avec d'autres projets, schémas et plans pertinents).

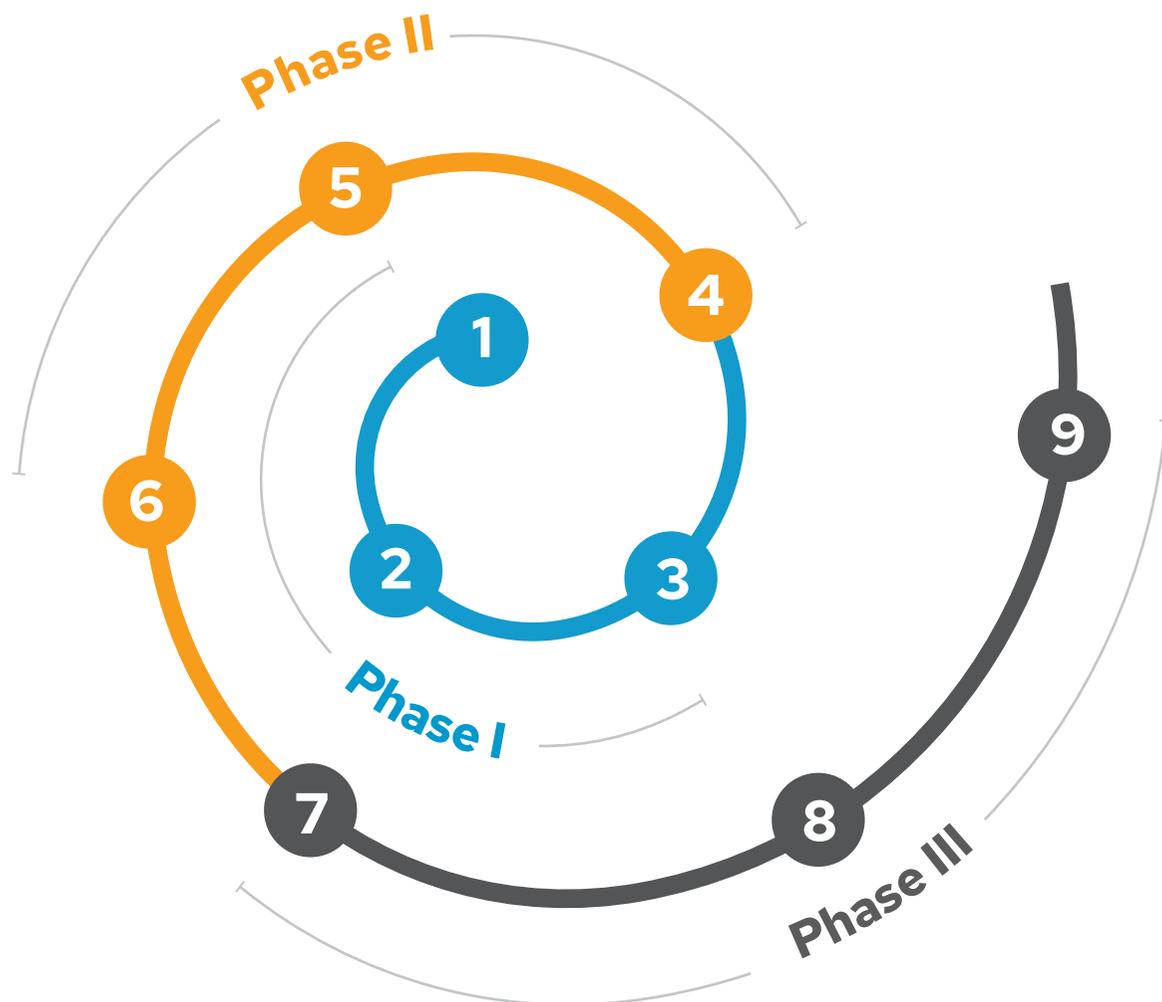
Étape 8 : Rendre des comptes aux communautés les plus exposées et apprendre avec elles

Même si ce n'est abordé qu'à la huitième étape, accepter de rendre des comptes aux communautés les plus exposées et d'apprendre avec elles doit caractériser tout le processus de notre relation avec elles, et non seulement le bilan final. On espère que la dynamique qui se développera autour de ce qui se passe, attirera d'autres parties prenantes qui viendront rejoindre le processus, et que les leçons partagées – via des processus de bilan formels et informels – pourront conduire à des progrès durables. Les processus de reddition de compte devraient mobiliser une utilisation responsable du pouvoir par ceux qui sont chargés de devoirs et par les parties prenantes responsables du développement.

Étape 9 : Répéter et renforcer

La planification du développement en fonction des risques n'est pas une activité ponctuelle. Son succès est ancré dans le partage des apprentissages, le renforcement de l'action et la révision du processus pour améliorer le développement. En effet, les risques et les facteurs de risque sont dynamiques, tout comme le développement et la croissance. Les OSC et les communautés peuvent améliorer ou étendre l'ampleur de leur processus de planification d'un développement qui tient compte des risques lors du cycle suivant, sur la base des connaissances acquises par l'action et l'apprentissage. GNDR espère que, grâce à la réussite d'un premier engagement fondé sur les risques, les communautés seront habilitées à aborder des questions plus complexes, des risques plus importants ou des obstacles plus puissants.





Phase I : Définir (re-définir)

- **Étape 1 :** Interagir avec les communautés les plus exposées
- **Étape 2 :** Tout organiser autour de la vision de la communauté la plus exposée
- **Étape 3 :** Comprendre le contexte et les risques

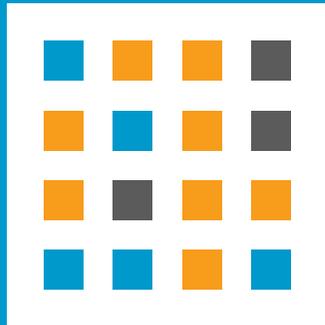
Phase II : Évaluer et anticiper

- **Étape 4 :** Hiérarchisation des risques et évaluation de l'impact sur le développement
- **Étape 5 :** Prospective stratégique et planification de scénario
- **Étape 6 :** Élaborer des stratégies avec les communautés les plus exposées

Phase III : Agir et gérer

- **Étape 7 :** Agir avec des communautés les plus exposées
- **Étape 8 :** Rendre des comptes aux communautés les plus exposées et apprendre avec elles
- **Étape 9 :** Répéter et renforcer





ÉTAPE 1

Interagir avec les communautés les plus exposées



Interagir avec les communautés les plus exposées

Cette étape permet aux organisations de la société civile (OSC) d'entamer des conversations avec les membres de la communauté afin d'identifier les groupes les plus menacés et les plus marginalisés, de présenter le processus de planification d'un développement qui tient compte des risques et d'examiner avec les membres de la communauté la manière dont ils souhaitent participer.

Généralités

Pour réussir cette étape, les organisations de la société civile doivent s'efforcer d'organiser des conversations initiales avec tous les groupes démographiques – en particulier ceux qui sont les plus menacés. Elles doivent écouter leurs expériences et initier l'exploration de leur vision de l'avenir.

Objectifs

L'objectif de cette étape est de saisir leurs points de vue et leurs aspirations afin de comprendre leur vision, mais aussi de comprendre leurs appréhensions ou leurs préoccupations concernant les risques auxquels ils sont confrontés. Il est également important de connaître leur compréhension des droits et des normes culturelles.

Visualisation

Le processus de visualisation a pour but de :

- Renforcer les relations avec les communautés ou les individus les plus exposés ;
- Partager la compréhension des phénomènes mondiaux et de leur influence sur les contextes locaux ;
- Partager la compréhension des droits, du pouvoir, des détenteurs de droits et des responsables de devoirs ;
- Mobiliser l'intérêt et l'engagement dans les processus de planification du développement qui tient compte des risques ;
- Mobiliser les membres de la communauté pour les étapes suivantes ;
- Faire ressortir les aspirations et les appréhensions de tous les groupes communautaires ;



Étapes importantes à ce stade

- Permettre aux communautés de formuler et de traduire leurs visions en objectifs tangibles et réalisables par le biais d'actions individuelles et collectives ultérieures ;
- Familiariser les membres de la communauté à leur rôle et leur marge de manœuvre pour déterminer leur avenir ;
- Fournir une plate-forme accessible à tous de manière égale et une occasion pour tous les membres de la communauté d'exprimer leurs aspirations et leurs préoccupations (liées aux risques, aux facteurs de risque, ainsi qu'à d'autres questions) ;
- Encourager les discussions pour résoudre les conflits et mieux comprendre les autres et le lieu où ils vivent.

1. Identifier les principaux groupes

Identifier les personnes les plus exposées et les dirigeants locaux et, surtout, établir avec eux une relation constituent le point de départ du processus de développement qui tient compte des risques.

Les personnes les plus exposées peuvent être, par exemple, les personnes qui s'identifient comme faisant partie de la communauté LGBTQ+, les personnes en situation de handicap, les groupes minoritaires en raison de leur statut social ou économique, les personnes âgées, les enfants et les jeunes.

Faire un effort particulier pour communiquer directement avec les hommes et les femmes dirigeantes.

2. Préparer et mobiliser les communautés

S'accorder avec les membres de la communauté sur le moment et la manière dont l'exercice de visualisation peut être réalisé, notamment le format préféré, la date, l'heure et le lieu. Planifier et concevoir l'exercice.

Si les organisations de la société civile peuvent organiser l'événement et en faire la publicité, ce sont les responsables communautaires identifiés ou les représentants des groupes de la société civile qui sont encouragés à prendre l'initiative de l'animation. Prévoir d'accueillir l'événement dans des espaces communautaires neutres existants, tels qu'une école, un centre communautaire ou un centre communal.

3. Présenter les tendances mondiales

Prendre le temps de discuter avec les membres de la communauté de leurs droits, de leurs responsabilités et du rôle des responsables de devoirs.

Mettre en évidence les facteurs de risque mondiaux, tels que le changement climatique, et la manière dont ceux-ci peuvent avoir un impact sur leur contexte. Être créatif dans la manière d'y parvenir : plus que des réunions formelles, le théâtre, la chanson, l'art de rue et d'autres méthodes peuvent attirer l'attention et susciter l'implication.



Discuter brièvement du cadre général de la planification d'un développement qui tient compte des risques, ainsi que de la raison pour laquelle vous cherchez à comprendre leur vision du changement.

4. Réaliser l'exercice de visualisation

La visualisation est le processus par lequel une communauté définit l'avenir qu'elle souhaite. Elle doit mettre en avant la voix des personnes de la communauté et doit être une plateforme permettant à chaque membre de la communauté d'exprimer ses aspirations pour l'endroit où il vit.

Cet exercice permettra d'élaborer des résultats ciblés et de mobiliser les communautés pour qu'elles travaillent à exprimer des aspirations communes. Cela peut également fonctionner comme une plateforme qui permet à divers groupes de partager des perspectives, de communiquer et éventuellement de résoudre des conflits. Cela peut être considéré comme le point de départ du processus de planification dirigée par la communauté d'un développement qui tient compte des risques.

Élaborer une vision individuelle et communautaire

Les animateurs peuvent inviter chaque participant (y compris et surtout les enfants, les personnes âgées, les femmes et autres personnes marginalisées) à dire ou à écrire leurs aspirations.

Le cas échéant, envisagez de diviser l'événement en petits groupes de discussion afin de renforcer la confiance entre les différents membres de la communauté.

Traduire la vision en objectifs

Invitez les participants à proposer des moyens et des idées qui peuvent aider à traduire leurs visions en objectifs. S'ils veulent qu'une aspiration particulière soit réalisée, que peuvent-ils faire (individuellement et en tant que communauté) au cours des prochains mois ou années pour réaliser ces aspirations ?

Encouragez-les également à identifier les obstacles à la réalisation de ces aspirations et objectifs.

5. Parvenir à un accord

Le but de cette étape est de trouver des points communs qui soient mutuellement bénéfiques, tout en étant inclusifs, et qui ont une valeur à court et à long terme pour la communauté et ses individus.

La conversation devrait porter sur les résultats de cet exercice de visualisation, l'animateur recherchant les points communs entre les participants et aidant à résoudre les préoccupations ou les conflits entre les idées de ce que pourrait être une vision commune pour la communauté.

6. Aperçu des étapes de la planification du développement qui tient compte des risques

Une fois les étapes ci-dessus terminées, présentez et expliquez les étapes suivantes du processus d'un développement qui tient compte des risques, en vous référant particulièrement à la cocréation.



Ressources complémentaires

- [Incorporating Visioning into Comprehensive Planning](#) par Anna Haines
- Section 17 de [Participatory Incremental Urban Planning](#) (édition pour les petites villes à croissance rapide par UN-Habitat)



CORAZON BAJUYO CLARIN

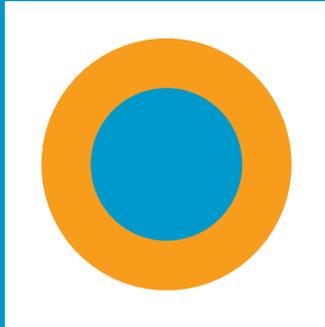
Philipines

« Il est très important que l'initiative de réduction des risques de catastrophes incluant le handicap soit menée par des personnes en situation de handicap. Nous préconisons toujours : rien sur nous sans nous. »



Photo : Jeremy Kruis /GNDR





ÉTAPE 2

**Tout organiser autour
de la vision de la
communauté la plus
exposée**



Tout organiser autour de la vision de la communauté la plus exposée

Cette étape de la planification d'un développement qui tient compte des risques consiste à tout organiser autour de la vision de la communauté la plus exposée. Le succès sera au rendez-vous quand les communautés les plus exposées dirigent le processus.

Généralités

Il faut laisser le temps à la communauté de s'organiser pour travailler ensemble, d'entrer en contact avec les organisations existantes et de communiquer sur la préparation et la mise en place de mécanismes (communication, renforcement des capacités, comités de direction, génération et collecte de connaissances) pour mettre en œuvre la planification d'un développement qui tient compte des risques.

Deuxièmement, les connaissances et les données sur les risques (en termes d'aléas, de facteurs de risque, de vulnérabilité, de résilience, etc.), en particulier les risques locaux qui ont un impact direct et indirect sur les communautés, constituent un atout majeur de la planification d'un développement qui tient compte des risques.

Cela devrait également indiquer quel soutien ou quelle collaboration supplémentaires de la part d'autres parties prenantes (comme des experts techniques, des institutions, d'autres organisations et agences, des unités du gouvernement local, etc.) sont nécessaires tout au long des étapes du processus d'un développement qui tient compte des risques.

Pour réussir cette étape, il faut mettre en place une collaboration avec les communautés les plus exposées. Dans les communautés où de multiples groupes et organisations de la société civile s'impliquent et opèrent déjà, il est important de collaborer également de manière formelle pour faciliter, avec la communauté, le processus de planification d'un développement qui tient compte des risques.



Objectifs

Les objectifs de cette étape du processus sont les suivants :

- Mettre les représentants et les dirigeants communautaires existants en première ligne du processus dès le début ; la formation d'organisations communautaires est importante à cet égard, en particulier lorsqu'il n'existe pas d'autres organisations (telles que des groupes appliquant ensemble la [GRCBC](#)) ;
- Encourager les groupes communautaires les plus exposés à prendre l'initiative de planifier le développement tenant compte des risques, en leur donnant la possibilité de décider de leur rôle dans le processus global de planification ;
- Créer et identifier les opportunités de collaboration avec les différentes parties prenantes ;
- Préparer, co-crée et adapter les détails de la planification d'un développement qui tient compte des risques pour qu'ils conviennent à la communauté, par exemple en mettant en place les ressources, les actifs ou les mécanismes de soutien nécessaires, afin que la communauté elle-même puisse être le porte-drapeau du processus ;
- Initier des activités préparatoires en créant des mécanismes de soutien (tels que des organisations communautaires, une bibliothèque de données, des mécanismes de collecte de données, etc.) ; parler avec les membres de la communauté et rassembler des ressources de connaissances et de données provenant de sources secondaires ou ouvertes à tous est fondamental pour commencer à comprendre les complexités entourant les risques et le développement

Encourager les groupes communautaires les plus exposés à prendre l'initiative de planifier le développement tenant compte des risques.



Étapes importantes à ce stade

1. Groupe de travail sur le développement qui tient compte des risques

La première étape consiste à lancer des discussions en vue de la création d'un groupe de travail sur le développement qui tient compte des risques, composé de membres de la communauté. Ce groupe de travail devrait être équilibré en termes de genre, inclure des représentants des groupes les plus exposés et être soutenu par des organisations de la société civile (OSC).

Il est important de s'appuyer sur les organisations communautaires, les canaux de communication ou les modes de fonctionnement déjà existants au sein d'une communauté ou d'une région donnée, ainsi que sur le rôle du groupe de travail pour mobiliser le reste de la communauté. Si de nombreuses personnes sont prêtes à aider à coordonner le processus, envisagez la création de sous-groupes assumant des responsabilités clés, par exemple dans le domaine de la recherche ou de la budgétisation.

2. Collaboration des parties prenantes

Ensuite, initiez une collaboration avec d'autres parties prenantes. Envisagez les autres parties prenantes qui pourraient collaborer au processus. Ces groupes pourraient inclure d'autres OSC ou groupes de la région, des acteurs du secteur privé, des médias, des dirigeants élus par la communauté, des universitaires, des chercheurs locaux et des institutions d'éducation, de planification, de développement et de technologie, etc. Envisagez de [formaliser la collaboration](#) avec ces groupes.

3. Co-crédation du processus

Entamer des discussions approfondies avec la communauté pour co-créditer et faire évoluer les détails d'un processus de planification d'un développement qui tient compte des risques et qui convient à son contexte. Les communautés les plus exposées peuvent elles-mêmes être les porte-drapeaux du processus. Elles doivent être capables d'expliquer le processus, en

le faisant correspondre au contexte de leur communauté, et de prendre des décisions générales sur la manière de mener à bien chaque étape.

Envisagez les tâches préparatoires, les rôles de direction pour les différents aspects, la manière de communiquer avec tous les membres et de fonctionner à leur convenance, et indiquez quel soutien est requis par les OSC.

4. Estimation rapide des risques

Si, parmi tous les [facteurs de risque](#), certains sont plus importants ou ont plus de résonance auprès des communautés les plus exposées, prenez des mesures pour orienter et concentrer les efforts de développement qui tient compte des risques.

L'[outil d'évaluation rapide des risques](#) est un processus d'engagement multipartite visant à établir une compréhension commune des risques. Cet outil peut être utilisé pour identifier et comprendre les risques actuels et futurs, les contraintes, les chocs et les menaces d'exposition tant des actifs humains que matériels.



5. Co-concevoir un plan de collecte de données

Un accord sur la manière de collecter les données, le moment de la collecte et les personnes qui doivent être impliquées dans le processus de collecte des données doit être discuté et approuvé avec les membres de la communauté. Si nécessaire, on peut envisager une discussion en groupe fermé avec les personnes désignées à cette fin par le groupe de travail.

6. Co-créer un centre de données

Un centre de données est un point de stockage virtuel ou physique pour les données pertinentes collectées auprès des communautés les plus exposées ou via des sources secondaires. Les données doivent être stockées de manière organisée afin que les membres de la communauté et les groupes de la société civile impliqués dans le processus puissent y accéder à tout moment. Si cela s'avère viable, étudiez les possibilités de collaboration avec des experts en gestion de données ou des centres de données des collectivités locales pour développer le centre de données (en général, les collectivités

locales disposent de centres opérationnels d'urgence qui conservent les données).

Il existe quatre ensembles de données pertinentes qui doivent être stockées :

- Données sur les communautés locales ;
- Données secondaires (qui seront recueillies auprès de sources ouvertes, d'unités gouvernementales locales, d'études et de rapports, d'experts, etc.) ;
- Observations sur les aspects contextuels de la susceptibilité géophysique à divers aléas ;
- Calendriers de données : des calendriers de données mensuels et annuels pourraient être utilisés pour communiquer et informer la communauté sur les différents aspects des aléas, de la vulnérabilité et du renforcement de la résilience.

7. Renforcement des capacités

Renforcer la capacité à maintenir un centre de données et un mécanisme de surveillance des risques dirigé par la communauté. Cela permet de garantir que le centre de données reste actif, qu'il est mis à jour et que les informations sont analysées régulièrement pour mettre en évidence les risques modifiés ou émergents. Idéalement, il devrait être géré par des membres de la communauté au sein de la localité.

Pour s'assurer que cela se produise, pensez à :

- Renforcer les capacités de membres de la communauté pour mener à bien la tâche ;
- La clarté sur les informations à recueillir ;
- Définir clairement les tâches et les rôles des membres de la communauté impliqués ;
- Tenir un registre mensuel des tâches effectuées dans le cadre du suivi des risques ;
- Un suivi continu pour saisir les variations temporelles (saisonnieres, mensuelles, etc.) et les conditions évoluant de manière dynamique.



8. Communication élargie

Transmettre au reste des membres de la communauté les nouvelles concernant le nouveau dépôt de données et la méthode de collecte des données, en recherchant la coopération et la contribution de chacun.

Ressources complémentaires

- [Open Data Infrastructure for City Resilience](#): A roadmap showcase and guide
- [Livre de recettes](#) sur Institutionnaliser une GRCBC durable
- [Études de cas](#) sur la gestion communautaire des risques de catastrophe





ÉTAPE 3

Comprendre le contexte et les risques



Comprendre le contexte et les risques

La troisième étape consiste à contextualiser la planification d'un développement qui tient compte des risques. Cela signifie qu'il faut recueillir et générer des données ou des connaissances pertinentes pour comprendre comment le risque et la résilience affectent le développement dans le contexte de la communauté.

Généralités

Les liens entre divers facteurs locaux, régionaux ou mondiaux, la manière dont ils affectent les différentes personnes, communautés, lieux et systèmes sociaux ou physiques, orientent les actions à entreprendre. Un exercice participatif de cartographie des relations peut aider les communautés à mieux comprendre les liens complexes.

De même, les connaissances recueillies peuvent être examinées au regard des aspects locaux de la vulnérabilité aux aléas et du potentiel de résilience. Cela génère des connaissances utiles qui sont essentielles pour l'étape suivante de hiérarchisation des risques.

Divers facteurs détermineront la manière dont les communautés peuvent identifier les risques et s'adapter pour renforcer la résilience par le biais de décisions de développement. Il s'agit notamment de la composition sociale, du contexte socio-économique et socioculturel, de l'environnement physique, des structures de gouvernance de la société dans son ensemble, de l'accès aux infrastructures de base et de la sensibilisation des communautés à leurs droits.

La compréhension des aspects contextuels d'une communauté est fondamentale pour mieux comprendre les risques et leur impact. Par conséquent, la production et la collecte de données et de connaissances pertinentes doivent tenir compte de ce contexte.



Objectifs

Les objectifs de cette étape sont les suivants :

- Générer des données pertinentes sur les risques et la résilience, comprendre le contexte, ainsi que les relations entre les différents facteurs et aspects qui influenceront les risques et la résilience ;
- Recueillir des données, des informations et des connaissances pertinentes à partir de diverses sources, sur la base du plan établi à l'étape deux ;
- Mobiliser et engager les membres de la communauté à participer à la collecte de données et de connaissances locales ;
- Améliorer la compréhension de l'interdépendance des facteurs liés aux aléas et aux [facteurs de risque](#).

Étapes importantes à ce stade

1. Recueillir des connaissances et des données auprès des communautés exposées

Un point de départ pourrait être de créer une carte de la zone, de la diviser en plus petites parties sur la base de points de repère identifiables et en assignant chaque zone à une personne ou à un groupe pour faciliter la collecte des connaissances.

Diverses techniques participatives peuvent être utilisées pour impliquer les résidents de cette localité spécifique : promenades d'étude, photographies, croquis / illustrations, schémas et notes. L'outil [Trucs et astuces](#) pour la cartographie est recommandé pour cet exercice, parallèlement aux ressources en ligne largement utilisées telles que [transect profile images](#) de Google, les [plateformes de données](#) et les [applications](#) en accès libre sur le web.

La réalisation d'entretiens avec des groupes de discussion et des ménages, et des enquêtes permet de recueillir des données auprès des communautés les plus exposées. Il est possible de trouver des idées de questions dans notre [méthodologie](#) Vues du front. Les récits ou les anecdotes sur les connaissances locales sont tout aussi importants. Recueillez les histoires des meilleures pratiques et cela enrichira la ressource de connaissances de la communauté. Recueillez et rassemblez les connaissances locales, notamment par le biais de discussions de groupe avec les membres de la communauté les plus exposés et les différentes parties prenantes de la communauté.

La collecte d'informations secondaires à partir de sources ouvertes est essentielle. Outre les statistiques ou les prévisions concernant la région, il peut être utile de s'inspirer d'efforts qui se sont révélés fructueux en matière de planification participative du développement, de gestion des risques et d'adaptation. Ces données devraient ensuite être organisées dans la bibliothèque de données ou le centre de données, comme prévu à la deuxième étape.



2. Documenter la recherche

Chaque groupe ou personne responsable de la collecte de connaissances ou de données doit mettre à jour le centre de données, idéalement dans la semaine suivant la fin de sa tâche et en se référant régulièrement aux plans convenus et au processus de stockage des documents. Les informations recueillies constituent une ressource de connaissances pour la planification du développement pour les années à venir, car le centre de données stocke ces informations et connaissances précieuses pour une utilisation et une analyse ultérieures. Une fois les données de base établies, commencez le suivi des risques en utilisant les indicateurs d'aléas et de facteurs de risque.

3. Comprendre les relations entre les risques et les impacts

Une fois les connaissances recueillies, les communautés peuvent commencer à les analyser. Cela permettra de mieux comprendre les aspects contextuels et les risques communs, mais aussi particuliers, auxquels les communautés sont actuellement confrontées et / ou pourraient l'être à l'avenir.

L'exercice de cartographie des relations est un exercice collaboratif impliquant les membres de la communauté pour initier une réflexion / compréhension en termes de relations entre les personnes, les lieux et les systèmes, et leurs liens avec les facteurs de risque. Des experts ou des professionnels en planification du développement, risques, catastrophes, socio-économie et environnement doivent être impliqués.

4. Contextualiser les facteurs liés aux risques et à la résilience

Cette étape consiste à examiner les données et les connaissances recueillies en les mettant en regard avec les aspects contextuels de la susceptibilité et de la résilience géophysiques.

Chaque communauté et le paysage dans lequel elle vit sont particuliers. Nous nous concentrons ici sur les communautés les plus exposées et vivant sous différents facteurs de stress – sociaux, culturels, économiques, politiques, environnementaux.

Que les gens vivent en milieu urbain ou rural, qu'ils habitent dans des zones côtières ou dans des forêts, qu'ils soient pasteurs ou nomades, leur contexte est déterminé par des droits, des risques, des ressources, des connaissances et des solutions.

La mobilité humaine a pour conséquence des populations qui se déplacent pour des raisons sociales, économiques et environnementales. De nombreux groupes à faibles revenus se déplacent depuis les villages vers les zones urbaines voisines. La vie et le déplacement dans les quartiers vulnérables de la ville, à la recherche de nouvelles opportunités sera semée d'embûches.



ÉTAPE 3

Les communautés déplacées suite à des catastrophes et les réfugiés suite à des conflits vivent souvent eux aussi dans des zones où les ressources sont limitées et peu fiables. Les membres des communautés déplacées suite à des conflits, ou ceux qui ne sont pas des citoyens, peuvent n'avoir que des droits limités, contrairement aux citoyens du pays, jusqu'à ce qu'ils soient normalisés ou intégrés dans le nouveau système.

L'ensemble de ces conditions et de ce contexte détermine les risques auxquels sont exposées les communautés et limitent également leur capacité à renforcer leur résilience face à ces risques ou à s'y adapter pour les éviter. Ces nuances sont propres à chaque communauté, c'est pourquoi il est essentiel de contextualiser les risques et la résilience.

Les conditions locales des personnes, des lieux et des systèmes jouent un rôle important dans la détermination de la vulnérabilité. De même, dans toute zone, les paysages naturels fournissent des services écosystémiques qui en renforcent la résilience. Il est important de s'assurer que les données et les observations recueillies sont pertinentes par rapport au contexte.

Pour examiner et garantir la prise en compte des aspects contextuels critiques de la vulnérabilité et des facteurs locaux de risques, on peut se référer à deux listes de contrôle :

- Analyse contextuelle de la susceptibilité géophysique aux aléas ;
- Questions de réflexion pour étudier la résilience des personnes, des lieux et des systèmes.

Ressources complémentaires

- [Disaster Resilience Scorecard for Cities](#) par UNDRR
- [Addressing Disaster Displacement in Disaster Risk Reduction Policy and Practice: A Checklist](#) par UNDRR
- [Gender Dimensions of Disaster Risk and Resilience: Existing Evidence](#), 2021 par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement/ Banque mondiale
- [Gender Dimensions of Disaster Risk and Resilience](#)
- [Tool Kit on Gender Equality Results and Indicators](#)
- [Gender analysis of conflict](#)
- [Risk management and decision-making in relation to sustainable development](#), chapitre 7 du rapport 2021 du GIEC
- [Disability Inclusive Development Toolkit](#)



ÉTAPE 3

- [Baseline Resilience Indicators for Communities](#) (BRIC) par University of South Carolina
- [Participatory Asset Mapping: A Community Research Lab Toolkit](#) par Advancement Project
- [Community Mapping: A Tool for Community Organisation](#) par WaterAid
- [UNDRR Asia-Pacific COVID-19 Brief: Disaster-Responsive Social Protection](#)
- [UNDRR Asia-Pacific COVID-19 Brief: Leave No One Behind in Covid-19 Prevention, Response and Recovery](#)



PARANATI PATRA

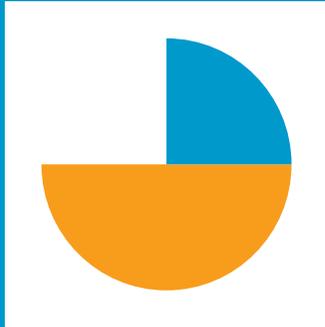
Inde

« La ville industrielle de Paradip se trouve à seulement 22 km de notre localité. Cinquante pour cent des personnes qui vivent dans notre communauté souffrent de maladies respiratoires et cardiaques. La pollution de l'air provoque des démangeaisons, des irritations et une gêne pour les yeux.

« Même les fruits et légumes que nous achetons au marché contiennent des produits chimiques. Il n'y a aucun programme de sensibilisation à la pollution de l'air. Nous aimerions savoir comment réduire le risque de pollution de l'air et rester en bonne santé ».

Photo : Sarika Gulati/GNDR





ÉTAPE 4

Hiérarchisation des risques et évaluation de l'impact du développement



Hiérarchisation des risques et évaluation de l'impact du développement

La quatrième étape de la planification du développement qui tient compte des risques implique que les communautés les plus exposées hiérarchisent les risques et envisagent des évaluations d'impact en fonction de leur vision et de leurs objectifs.

Généralités

Pour réussir cette étape, les communautés exposées doivent acquérir une compréhension renforcée des impacts du développement et de la manière dont ils aggravent les risques et les vulnérabilités, et démêler les complexités liées aux droits, aux risques, à la résilience et à la capacité d'adaptation.

Ainsi elles pourront hiérarchiser les risques critiques ou complexes / multiples permettant de prendre des décisions ciblées en matière de développement qui peuvent améliorer leur adaptation et leur résilience.

Objectifs

La hiérarchisation des risques et les évaluations de l'impact du développement cherchent à :

- Analyser et évaluer de manière critique les facteurs de risque et de vulnérabilité qui réduisent la résilience ;
- Analyser les impacts des activités de développement (passées, présentes et futures) qui concernent directement la communauté et la localité ;
- Comprendre l'interaction de divers facteurs de risques régionaux et locaux, notamment les facteurs de risques de catastrophes, et analyser les impacts et les conséquences des aléas et des facteurs de risques dans la localité ;
- Analyser de manière critique les capacités et le potentiel de renforcement de la résilience et d'adaptation en identifiant les possibilités d'atténuer les risques et leurs conséquences ;



Étapes importantes à ce stade

- Prioriser les risques à traiter grâce à une analyse de la situation, en identifiant les principales difficultés rencontrées quand on cherche à traiter les risques et renforcer la résilience ;
- Délimiter les paysages qui sont exposés aux aléas, ceux qui sont écologiquement sensibles et ceux qui sont adaptés et sûrs pour le développement ;
- Identifier les lacunes fondamentales en matière de droits, de besoins, d'équipements et de capacité afin de les combler en fonction des priorités et de prendre des décisions en faveur de leur développement durable et de l'adaptation ;
- Apporter un soutien aux communautés les plus exposées, aux groupes de la société civile et aux experts techniques pour une collaboration réelle dans la prise de décision, en veillant à ce que les informations recueillies au cours des étapes précédentes soient utilisées.

1. Consolidation de l'information

Parcourez le centre ou la bibliothèque de données à la recherche de connaissances et d'informations sur la localité, la région ou le sujet envisagé. Répétez les activités de recherche décrites à l'étape trois, s'il y a des lacunes dans ce qui est requis.

2. Consultation d'experts

Identifiez le soutien technique consultatif. Identifiez les institutions et / ou les experts locaux et régionaux susceptibles de vous aider à analyser la situation et demandez leur conseil sur les données pertinentes pour effectuer les analyses.

3. Mettre en place un processus d'analyse collaborative

L'analyse et les évaluations d'impact utilisant divers outils participatifs devraient idéalement être réalisées en collaboration avec des représentants des membres de la communauté les plus exposés, des groupes de la société civile, des représentants des autorités locales et des experts techniques. Invitez les personnes requises à votre événement d'analyse.

La collaboration peut être explorée par le biais d'institutions techniques, ou en développant des propositions pour accéder à la responsabilité sociale des entreprises, aux fonds gouvernementaux, organisationnels ou mondiaux. Dans les situations où la collaboration avec des experts techniques n'est pas possible, la formation de certains membres de la communauté peut être envisagée.



4. Analyse participative

Réalisez des exercices participatifs pour analyser les informations recueillies autour de quelques-unes des méthodes d'analyse ci-dessus. En utilisant les données collectées sur le terrain et auprès d'autres sources en accès libre lors de la troisième étape, il est possible d'effectuer diverses évaluations.

Comme les méthodes d'analyse de certaines de ces évaluations sont techniques, concevez des formats d'analyse participatifs en collaboration avec des experts techniques ou demandez-leur de présenter leurs propres résultats.

Les méthodes d'analyse participative permettant de hiérarchiser les risques déclenchés par les impacts du développement auxquelles les communautés peuvent prendre part sont les suivantes :

- Analyse SWOT ;
- Évaluation de l'impact du développement (impacts environnementaux, sociaux et économiques) ;

- Analyse de superposition pour identifier les zones à risques multiples ;
- Analyse de l'adéquation des terres
- Analyse de la dégradation et de la fragmentation des infrastructures de résilience.

D'autres informations peuvent être ajoutées au processus en appliquant la technique du rayon d'influence, en calculant la capacité de charge et en recherchant des indicateurs de pratiques non durables.

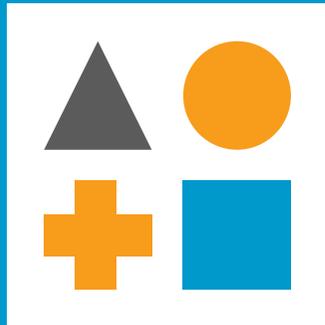
5. Prise de décision

Consignez le déroulement de cette étape en documentant le processus d'analyse et les décisions prises.

Ressources complémentaires

- Section 5.2, 5.3, 5.4 of [Inclusive and Sustainable Urban Planning: A guide for Municipalities: Volume 2](#)
- [Florida Keys Carrying Capacity Study: Carrying Capacity Analysis/Impact Assessment Model](#)





ÉTAPE 5

Prospective stratégique et planification de scénarios



Prospective stratégique et planification de scénarios

Explorer ce qui se passe dans la société au sens large et essayer d'envisager les nombreux futurs plausibles à partir des multiples tendances émergentes permet aux communautés les plus exposées de façonner leurs plans de développement en tenant compte des risques.

Généralités

Analyser l'horizon et reconnaître des mégatendances peuvent contribuer à informer et à saisir les nouveaux facteurs de risque et autres forces externes de changement. Cela peut également aider à saisir la nature changeante des six principaux facteurs de risque dans le contexte d'un pays, d'une région ou d'une ville.

Les résultats de la planification d'urgence participative et son processus permettent de préparer des plans pour divers scénarios d'aléas. Les prévisions stratégiques permettent de saisir les signaux de changement et les mégatendances au niveau mondial, et de détecter en particulier les tendances relatives aux six principaux facteurs de risque. Ces techniques peuvent toutes deux améliorer considérablement la compréhension de ce qui permet l'adaptation et les solutions évolutives pour affronter l'avenir.

Pour réussir cette étape – et commencer à influencer le développement – interagissez avec les communautés les plus exposées :

- Saisir les signaux de changement :
- Identifier les tendances externes dans la société en général ;
- Identifier les phénomènes mondiaux pertinents ;
- Examiner les facteurs de risque identifiés et les nouveaux facteurs de changement.

C'est l'occasion pour les communautés d'examiner leurs priorités de développement immédiates et à long terme à travers le prisme de ces grandes tendances davantage mondiales. Il est important de faciliter les conversations qui permettent de revisiter les visions et les objectifs en fonction d'une meilleure vision et compréhension des multiples tendances.



Objectifs

La prospective stratégique et la planification de scénarios cherchent à :

- Envisager quel pourrait être l'avenir de la communauté en fonction des tendances futures et des facteurs d'influence externes, notamment les six facteurs de risque de catastrophe ;
- Revisiter tous les scénarios d'aléas possibles (en ce qui concerne les aléas et les vulnérabilités des communautés) dans diverses conditions et tendances futures (notamment les conséquences pour la localité et les membres de la communauté) afin de prendre des mesures anticipées.

Étapes importantes à ce stade

1. Exercice pour envisager l'avenir

Pour envisager l'avenir, concevez un exercice de groupe participatif pour les communautés les plus exposées. Cet exercice peut passer par [des méthodes de prospective](#) qui utilisent de multiples alternatives d'avenirs plausibles en fonction de leur utilité pour élaborer une politique robuste et prête pour l'avenir.

Cette approche est différente de la prévision : la prévision tente de prédire une seule version « correcte » de l'avenir sur la base de preuves et de probabilités.

La prospective stratégique, quant à elle, comprend l'avenir comme une entité émergente qui n'est que partiellement visible dans le présent, et non comme un destin prédéterminé qui peut être entièrement connu à l'avance (c'est-à-dire prédit). L'objectif n'est pas d'obtenir une juste vision de l'avenir, mais d'élargir et de recadrer l'éventail des évolutions plausibles à prendre en considération.

Il existe en gros quatre méthodes pour aborder la prospective :

Explorer l'horizon

Rechercher et étudier les signaux de changement dans le présent et leurs impacts potentiels futurs. L'analyse prospective est le fondement de tout processus de prospective stratégique. Elle peut utiliser la recherche documentaire, des enquêtes auprès d'experts et l'analyse de la littérature existante sur le futur.

Analyser les mégatendances

Explorer et examiner les changements à grande échelle dans le présent, à l'intersection de multiples domaines politiques, avec des impacts complexes et multidimensionnels dans le futur.

Planifier des scénarios

Il s'agit d'élaborer de multiples récits ou images de ce que le futur pourrait être afin de les explorer et d'en tirer des enseignements en termes d'implications pour le présent.



Définition rétrospectivement de la vision de la communauté

Mettre au point l'image d'un état futur idéal (ou indésirable) et travailler à rebours pour identifier les mesures à prendre (ou à éviter).

Il faudrait également y incorporer, en collaboration avec les experts concernés, des présentations sur les signaux de changement dans la communauté et la région au sens large, ainsi que sur les mégatendances (en incluant les six facteurs de risque qui sont mondiaux tout en ayant des implications locales). Une discussion interactive pour présenter ces résultats aux communautés devrait renforcer les discussions autour de ces multiples scénarios futurs possibles.

2. Tendances à long terme

L'objectif est d'identifier les tendances particulières qui, selon la communauté, l'affecteront à long terme. Imaginer comment ces tendances pourraient affecter leurs besoins fondamentaux, logement / abri, sûreté et sécurité, moyens de subsistance, emplois, connectivité et accès à diverses ressources. Discuter et imaginer comment la vision et les aspirations de la communauté pour l'avenir seront influencées par ces tendances mondiales et régionales. Examiner

et discuter si les vulnérabilités et les risques existants (identifiés lors des étapes précédentes de l'analyse) sont susceptibles d'être influencés par ces tendances futures.

3. Passer les décisions en revue

La quatrième étape a facilité la hiérarchisation des risques et des décisions prises afin de se concentrer sur certains facteurs de risque, groupes exposés ou zones géographiques. La communauté devrait maintenant passer en revue ce processus en le comparant à toutes les nouvelles connaissances afin de renforcer ces décisions.

Organisez des discussions pour explorer les moyens de se préparer à tous ces scénarios, que ces tendances soient positives et / ou négatives. Discutez de la manière dont les communautés peuvent réadapter à la fois leur vision de l'avenir et leurs pratiques existantes (activités de vie et de développement), afin d'être prêtes à faire face à l'un quelconque de ces scénarios futurs.

Ressources complémentaires

- [Boîte à outils Futurs et prospective](#) par OPSI l'Observatoire de l'innovation dans le secteur public
- [Foresight as a Strategic Long-Term Planning Tool for Developing Countries](#) par UNDP
- [Practical Foresight Guide, Chapter 1 – Foresight](#)
- [Practical Foresight Guide Chapter 3 – Methods](#)
- [Game On: Foresight at Play with the United Nations](#)



JOHN MPHAYA

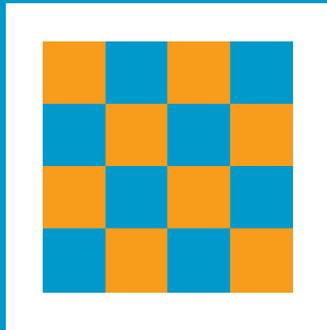
Malawi

« Ils ont proposé de construire un déversoir et un système pour que nous puissions irriguer nos cultures. J'ai participé à la construction du projet, en mélangeant du ciment et en apportant des pierres de construction.

« Hommes et femmes ont participé aux travaux de construction, car c'était quelque chose que nous voulions depuis longtemps. »



Photo : Homeline Media / GNR



ÉTAPE 6

Élaborer les stratégies avec les communautés les plus exposées



Élaborer les stratégies avec les communautés les plus exposées

Avec les communautés les plus exposées, il est important de consolider les décisions qu'elles ont prises pour concevoir des actions de développement, des stratégies ou des interventions appropriées et viables autour du développement, qui construisent un avenir durable et résilient. Le meilleur plan d'action pour faire face au risque doit être ancré dans l'atténuation ou l'adaptation de ce risque.

Objectifs

La stratégie d'action cherche à :

- Définir et convenir des actions nécessaires pour améliorer la résilience des personnes, des lieux et des systèmes d'infrastructure ;
- Combler les lacunes en matière de droits, de besoins et d'équipements de base ;
- Décider collectivement des actions d'adaptation pour réduire les impacts et les conséquences des risques futurs, afin de renforcer la résilience et le développement durable des communautés ;
- Définir les actions d'anticipation appropriées pour mettre en place des mécanismes de réponse et de réactivation efficaces dans les scénarios de risque possibles ;
- Réaliser des ressources humaines et financières, et d'autres mécanismes, pour permettre et faciliter la réalisation de ces actions et stratégies.

Étapes importantes à ce stade

1. Principaux points à retenir

Dégagez les principaux enseignements des étapes un à cinq et du plan d'urgence participatif (s'il est également en cours).

2. Actions et interventions

Déterminez les actions et les interventions nécessaires pour répondre aux divers problèmes actuels et futurs, et pour favoriser un développement durable et résilient. S'il y a la possibilité, la consultation et la collaboration avec des planificateurs du développement ou des organisations et institutions spécialisées sont utiles et essentielles.

Parmi les stratégies bien connues et efficaces pour renforcer la résilience, atténuer les risques futurs et s'adapter aux risques par le biais d'interventions de développement, on peut citer :



Paysage et écosystèmes

La résilience peut être renforcée par le développement des infrastructures paysagères et l'amélioration des services écosystémiques. Il s'agit par exemple de l'infrastructure bleu-vert, de la protection tampon des systèmes paysagers tels que les réseaux fluviaux et de drainage naturel, des systèmes de zones humides et des zones côtières tampons.

Gestion intégrée des bassins versants

Les activités de [gestion intégrée des bassins versants](#) sont ancrées dans : la compréhension des bassins versants d'une zone donnée ; les voies de drainage et leur santé ; la santé des sols et de l'environnement du bassin versant ; les pratiques et mécanismes sociaux et culturels qui permettent des moyens de subsistance sains ; et l'exploitation durable des ressources par les communautés au sein du bassin versant.

Pratiques agricoles durables et adaptées au climat

Parmi les exemples de pratiques, citons : l'utilisation rationnelle de l'eau ; l'utilisation d'espèces locales et autochtones qui résistent à la sécheresse et aux inondations ; l'utilisation minimale d'engrais synthétiques polluants ; les pratiques d'agroforesterie ; les pratiques de conservation et de protection des abeilles et des oiseaux ; et l'agriculture biologique.

Interventions spécifiques aux aléas

Il s'agit notamment du maintien d'une zone tampon protectrice et d'une zone de développement zéro, du post-équipement ou de la réhabilitation d'aménagements existants ou de maisons situées dans des zones exposées aux aléas pour en faire des zones plus sûres, et de la gestion des bassins versants, de la réorientation et du détournement de l'eau vers des puits ou des bassins de rétention conçus dans les zones exposées aux inondations.

Post-équipement

Réaménager des infrastructures existantes, des terrains et des bâtiments occupés par l'homme afin qu'ils soient résilients et à l'épreuve du temps face à divers risques, notamment l'augmentation de l'intensité des précipitations, des glissements de terrain, des inondations et des tempêtes. Cela peut se faire par des actions telles que : l'amélioration de la capacité des canaux de drainage par la création de zones tampons végétalisées ; des bassins de rétention pour détourner les eaux de crue ; la stabilisation des sols sur les terrains escarpés ; et le renforcement de la stabilité structurelle des bâtiments.

Zones de sécurité

Délimiter ou identifier des zones de sécurité ou des zones sans aléa et sans risque. Ceci est particulièrement pertinent dans les communautés qui se trouvent en première ligne des risques. Ces zones peuvent accueillir la croissance des futurs membres de la communauté et de leurs activités.



Approches fondées sur le cycle de vie

Soutenir et faciliter les approches fondées sur le cycle de vie lors de la prise de décisions et des choix concernant les produits, les décisions de développement et même les tâches quotidiennes dans chaque famille. Souvent, les communautés autochtones et celles qui sont les plus marginalisées ont leurs propres méthodes efficaces de gestion des ressources, parce qu'elles vivent en harmonie avec la nature et s'adaptent de manière innovante aux changements. Identifiez et favorisez ces pratiques.

Initiatives entrepreneuriales

Avec les membres de la communauté, explorez et favorisez les initiatives entrepreneuriales et envisagez des groupes d'épargne et de crédit villageois, ou des coopératives communautaires.

Partage des données locales

Partagez les données locales avec les unités gouvernementales locales et les agences régionales et nationales. Cela peut donner lieu à des politiques apportant une orientation positive, ou incitant à des activités durables, résilientes et adaptées au climat.

Renforcer les capacités

Renforcez les capacités des membres de la communauté en investissant dans le développement des ressources humaines. Les communautés devraient être en mesure de gérer leur propre développement grâce au processus de planification d'un développement qui tient compte des risques, en prenant des mesures ou d'adopter des pratiques qui renforcent la résilience dans leurs activités quotidiennes.

3. Cohérence

Assurer la [cohérence](#) entre les différentes politiques, schémas, plans, programmes, acteurs et décideurs :

- Examiner les plans de développement, les zones et les règles de régulation environnementale, les plans de gestion des catastrophes ; examiner comment ils s'appliquent à la communauté et comment ils sont liés aux politiques nationales ou aux politiques d'autres secteurs ;

- Développer des actions pour renforcer la cohérence horizontale entre les plans traitant de différents risques ou secteurs, et la cohérence verticale entre les gouvernements locaux et les plans nationaux ;
- Veiller à ce que les actions sélectionnées soient conformes aux politiques et plans locaux et nationaux existants.

4. Planification d'un développement qui tient compte des risques

Estimer les besoins pour réaliser les différentes étapes de la planification du développement qui tient compte des risques et mettre en œuvre les actions et les interventions stratégiques en matière de développement résilient et durable, d'atténuation des risques et d'adaptation.

Les besoins sont les suivants :

- Soutien financier pour la mise en œuvre des actions ou des interventions stratégiques proposées ;



- Ressources humaines pour mettre en œuvre les actions ;
- Soutien institutionnel, par exemple de la part des unités gouvernementales locales, d'autres agences de régulation du gouvernement (agences sectorielles, nationales, régionales ou locales).

5. Financement

Identifiez des fonds provenant de divers modes de financement pour mettre en œuvre les actions / interventions stratégiques proposées.

- Transmettez le programme communautaire et les stratégies, actions et interventions proposées à d'autres parties prenantes décisionnelles (en particulier les services gouvernementaux, les unités gouvernementales locales, les agences et institutions techniques et les organisations du secteur privé) ;
- Le rôle des élus locaux ou des représentants du gouvernement local est essentiel pour aider les organisations de la société civile (OSC) et les membres de la communauté à accéder aux fonds

nécessaires et à demander directement au gouvernement la mise en œuvre des actions proposées et des interventions stratégiques ;

- Les unités gouvernementales locales et les représentants élus peuvent établir un pont avec les communications et l'accès aux plans financés par le gouvernement qui correspondent au programme communautaire pour un développement durable, résilient et tenant compte des risques ; il sera très utile d'interagir avec les représentants élus et les titulaires de fonctions ;
- Pour les fonds non gouvernementaux, les OSC peuvent explorer les fonds de responsabilité sociale des entreprises, ou les fonds provenant d'entreprises locales qui peuvent bénéficier directement ou indirectement d'un développement qui tient compte des risques dans la localité et la région ; pour cela, les organisations et les communautés doivent proposer des modèles innovants pour impliquer les entreprises locales ;
- Explorez les fonds in-situ générés par les coopératives locales et les entreprises sociales reposant sur l'organisation économique de base des membres de la communauté.

6. Mécanismes de suivi

Co-créez avec le groupe de travail communautaire un mécanisme de suivi pour suivre les facteurs de risque, les vulnérabilités, les aléas et la résilience :

- La conception du mécanisme de suivi doit se faire en collaboration et impliquer des experts en matière de surveillance, de prévision et de gestion des catastrophes ; un accord doit être trouvé pour déterminer qui assumera les tâches de suivi, la fréquence du suivi et les ressources nécessaires à l'élaboration d'un mécanisme de suivi au sein de la communauté ;
- La recherche de données de manière participative (par une approche dite de « crowdsourcing ») est une option qui permet de suivre en permanence les conditions des communautés et de leurs habitats ; cette méthode repose sur des applications mobiles et des sites web de collecte de données que le public est invité à utiliser pour téléverser des données et des observations.

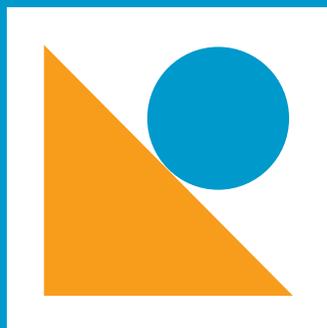


Ressources complémentaires

- [NbS Evidence Platform](#): Études de cas et preuves de l'efficacité des solutions fondées sur la nature
- [Evaluating the impact of nature-based solutions: a summary for policy makers](#) – ce kit d'outils de référence illustre diverses solutions fondées sur la nature et leur efficacité
- [Evaluating the impact of nature-based solutions: a handbook for practitioners](#)
- [Ecosystem-Based Disaster Risk Reduction: Implementing Nature-based Solutions for Resilience](#)
- [Gestion des risques et prise de décision dans le cadre du développement durable](#) – Chapitre 7 du rapport 2021 du GIEC
- [International Workshop on Disaster Resilient Infrastructure 2018](#)

Le rôle des élus locaux est essentiel pour aider les organisations de la société civile et les membres des communautés à accéder aux fonds nécessaires.





ÉTAPE 7

Agir avec les communautés les plus exposées



Agir avec les communautés les plus exposées

La septième étape du processus de planification d'un développement qui tient compte des risques recommande les mesures nécessaires pour réaliser les actions convenues – en utilisant les modes d'action les plus viables et les plus efficaces.

Généralités

Pour réussir cette étape, il est essentiel d'ancrer les actions, les interventions et les stratégies dans la durabilité, le renforcement de la résilience et l'adaptation.

Des mesures doivent être prises pour identifier l'approche la plus viable et la plus efficace pour chaque action, stratégie ou intervention convenue. La coopération, les partenariats et les possibilités de collaboration avec d'autres parties prenantes et décideurs sont également nécessaires pour commencer la mise en œuvre des actions.

Il faut également trouver des ressources humaines et des fonds, trouver des partenariats avec d'autres parties prenantes et s'accorder avec des entrepreneurs locaux.

Objectifs

Les actions avec les communautés les plus exposées visent à :

- Trouver les ressources humaines et les capacités nécessaires à l'accomplissement de l'action (à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté) ;
- Trouver des fonds et des mécanismes de financement [impliquant les membres de la communauté](#), via des programmes gouvernementaux et d'autres sources externes ;
- Formaliser des partenariats pour des actions à long et à court terme ;
- Formaliser des organisations communautaires informelles – si la communauté est d'accord ; ceci est souvent essentiel pour accéder à un soutien financier ;
- Renforcer les capacités des membres de la communauté les plus exposés au risque, pour la mise en œuvre, le suivi et la gestion ;



Étapes importantes à ce stade

- Soutenir les entrepreneurs locaux pour qu'ils entreprennent des actions sélectionnées ou des interventions stratégiques ; il peut s'agir de soutenir le développement des compétences, le renforcement des capacités et l'obtention de financements.

La principale tâche de cette étape consiste à déterminer le mode d'approche le mieux adapté à chacune des actions ou interventions stratégiques proposées, en consultation avec des experts en planification urbaine, spatiale ou de développement.

1. Mode d'action

Discutez et convenez du bon mode d'exécution et de réalisation des actions et stratégies convenues.

Les actions et les interventions stratégiques peuvent être réalisées et mises en œuvre par différents moyens.

Certains modes sont recommandés :

Projets pilotes

Les projets pilotes peuvent faire la preuve de la valeur d'une action ou d'un projet particuliers qui peuvent être reproduits ou réadaptés ultérieurement en fonction des résultats de l'apprentissage.

Urbanisme tactique

[L'urbanisme tactique](#) est « une approche de la construction d'un quartier, dirigée par la ville et les citoyens, qui utilise des interventions à court terme, peu coûteuses et évolutives, destinées à créer un changement à long terme ».

Interventions temporelles

Il s'agit d'interventions qui sont de nature dynamique plutôt que permanentes, c'est-à-dire que l'intervention peut être opportune pour une saison donnée de l'année, voire quelques jours par semaine ou certaines heures de la journée. Cette méthode peut être appliquée avec succès dans des paysages dynamiques tels que les plaines inondables des rivières saisonnières, les espaces publics, les parcs, les rues ou les terres agricoles.



Financement du gouvernement

Soumettre des propositions aux gouvernements locaux, régionaux ou nationaux lorsque la proposition est conforme aux exigences ou aux objectifs des programmes gouvernementaux dans divers secteurs (p. ex., les agences ou départements concernés dans divers secteurs comme l'éducation, l'approvisionnement en eau, l'agriculture, etc.).

Laboratoires de vie urbaine

Lancer des laboratoires de vie urbaine en collaboration avec des institutions techniques particulièrement adaptées à l'engagement urbain.

Enfants et jeunes

Mobiliser les enfants et les jeunes pour effectuer des exercices de suivi et de documentation. Cela peut se faire par le biais des écoles ou de groupes et événements communautaires. Des enfants conscients et motivés peuvent apporter de grandes idées.

Innovation

L'innovation où les propositions de stratégies / actions ou interventions viables peuvent être mises en avant pour rechercher auprès des experts techniques, ou leur proposer, des idées innovantes en lien avec les communautés les plus exposées.

2. Plan d'action

Un plan de mise en œuvre ou d'action doit être préparé par le groupe de travail responsable du développement qui tient compte des risques, afin de suivre la progression des différentes actions convenues et de les rendre opérationnelles. Ce plan doit préciser les rôles et les responsabilités concernant la mise en œuvre du plan, et fixer des délais et des budgets pour chaque action. Il est recommandé de commencer par des actions qui peuvent donner des résultats immédiats et évidents, car une telle approche aidera à créer une dynamique.

3. Engagement des parties prenantes

Faire connaître les perspectives locales des communautés aux niveaux supérieurs de gouvernement (p. ex., autorités municipales, régionales, nationales ou étatiques) et aux autres parties prenantes (p. ex., entreprises privées, institutions et organisations locales concernées).

Lorsque vous communiquez avec les services gouvernementaux, veillez à ce que les membres de la communauté soient représentés directement. Faites connaître le processus de planification du développement mené par la communauté et tenant compte des risques, ainsi que les conclusions et les actions envisagées pour rechercher une coopération, un financement ou un retour d'information sur les politiques existantes. La [Boîte à outils nationale de plaidoyer](#) de GNDR présente des méthodes pour y parvenir.



Ressources complémentaires

- [GEF SGP Project Proposal Template and Guidelines](#) par Global Environment Facility and UNDP
- [Project management for change makers](#)
- [Urban Ecosystem Design Lab](#)
- [Tools for project planning in community development](#) par Grassroots Collective
- Site web [ParCitypatory](#)



BARBRA BIRABWA

Ouganda

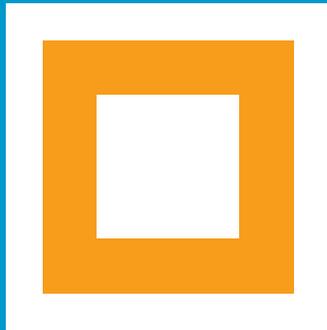
« L'eau de pluie entre dans nos maisons et je n'ai aucune solution pour régler le problème.

« Les eaux de crue sont récemment entrées dans la maison et ont recouvert mon enfant. J'ai failli le perdre. »



Photo : Jjumba Martin / GNDR





ÉTAPE 8

Rendre des comptes aux communautés les plus exposées et apprendre avec elles



Rendre des comptes aux communautés les plus exposées et apprendre avec elles

En donnant et renforçant la capacité des communautés à gérer les extrants et les résultats des actions, stratégies et interventions convenues pour un développement qui tient compte des risques, une plus grande résilience est possible pour un avenir plus durable. Cela est d'autant plus vrai si les risques et les facteurs de développement sont dynamiques et évoluent en permanence.

Généralités

Pour réussir cette étape, les communautés les plus exposées doivent demander des comptes aux responsables et aux autres parties prenantes qui se rendent coupables de déni de droits.

Cela leur permet de faire valoir leurs droits et de faire rendre justice pour les droits qui leur ont été précédemment refusés.

Demander aux autres parties prenantes participant au processus de planification de rendre des comptes permet de s'assurer qu'elles soutiennent les communautés dans la mise à jour, l'adaptation et la mise en œuvre de leurs plans. L'apprentissage partagé est également essentiel à ce stade.

Objectifs

Cette étape de redevabilité et d'apprentissage vise les objectifs suivants :

- S'assurer que les actions et les interventions ont entraîné les changements positifs ou les gains de développement souhaités ; examiner leur efficacité et la manière dont elles pourraient être modifiées ou renforcées ;
- Surveiller les risques et les facteurs de risque en gardant un œil sur les nouvelles données et connaissances qui peuvent influencer le développement et les risques pour la communauté et la localité ;
- Veiller à ce que les parties prenantes et les décideurs soient tenus de rendre compte des responsabilités qui leur incombent et qu'il y ait un dialogue ouvert à ce sujet ;
- Continuer à apprendre par le biais de ce qui se passe dans le processus de planification d'un développement qui tient compte des risques et par le suivi des risques, des facteurs de risque et du développement.



Étapes importantes à ce stade

1. Convenir des responsabilités

En collaboration avec le comité de direction de la planification et le groupe de travail communautaire, discutez et convenez de la répartition des responsabilités au sein de la direction et des membres de la communauté pour la collaboration et la participation à la reddition de comptes et aux activités d'apprentissage au fur et à mesure de la réalisation des actions, stratégies et interventions.

2. Identifier les parties prenantes responsables

Identifier les décideurs et les parties prenantes responsables (c'est-à-dire les individus, les institutions, les agences et départements gouvernementaux, les unités de gouvernement local, etc.) qui devraient être responsables, tant au sein qu'en dehors de la communauté.

3. Audits sociaux

Renforcez la capacité des communautés les plus exposées à mener des audits sociaux afin de comprendre l'efficacité et le succès des actions :

Implication communautaire et leadership

Référez-vous aux 11 facteurs de réussite de la gestion communautaire des risques de catastrophe figurant dans le [livre de recettes de CBDRM](#), pour examiner l'efficacité de la planification d'un développement qui tient compte des risques, en particulier les caractéristiques de durabilité et d'institutionnalisation.

Cohérence

Reportez-vous aux 19 ingrédients clés d'une cohérence réussie figurant dans le [livre de recettes sur la cohérence](#) pour évaluer le processus de planification d'un développement qui tient compte des risques et ses résultats par rapport à d'autres programmes sectoriels ou locaux, régionaux, nationaux et mondiaux concernant le développement tenant compte des risques, résilient et durable.

4. Actions de révision

Passez en revue les actions entreprises comme convenu à l'étape sept. Ceci inclut :

- Le suivi des objectifs mensuels et annuels ainsi que du calendrier des activités pour chacun des projets ou des interventions stratégiques proposés, tels qu'ils ont été fixés par les communautés les plus exposées ;
- Concevoir une méthode permettant d'aborder les obstacles qui peuvent surgir et de faciliter un retour d'information inclusif ;
- Créer un groupe de travail communautaire pour la redevabilité et l'apprentissage qui pourra superviser cette étape – ce groupe doit être équilibré en termes de genre et représentatif de la communauté la exposée ;
- Soutenir le renforcement des capacités, le cas échéant.



Ressources complémentaires

- [Social audit](#)
- [Economic Literacy and Budget Accountability Groups](#)
- [Diagramme de Gantt](#) : permet une représentation visuelle donnant un aperçu instantané de l'état d'un projet et décrivant toutes les activités d'un projet en fonction d'un calendrier





ÉTAPE 9

Répéter et renforcer



Répéter et renforcer

La neuvième étape consiste à répéter et à renforcer les étapes précédentes du processus de planification d'un développement qui tient compte des risques.

Généralités

Il ne s'agit pas d'un processus ponctuel. Tout, à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté, est dynamique et toujours en évolution, qu'il s'agisse de changements socio-économiques, socioculturels, environnementaux ou démographiques.

Il est essentiel que nous réfléchissions à la manière de revoir les étapes de planification du développement qui tient compte des risques afin d'intégrer les nouvelles difficultés dynamiques qui apparaissent au fil du temps et d'étendre le travail à mesure que d'autres personnes se joignent à nous et que sont traités des risques plus complexes.

Comment réussir cette étape

Pour réussir cette étape, revenez en arrière et revisitez l'une ou l'autre des étapes pour envisager comment répondre à des facteurs imprévus, notamment les facteurs de risque (nouveaux ou préexistants) et les facteurs de développement.

L'intérêt du développement qui tient compte du risque est qu'il nous permet d'ajouter de nouvelles idées ou de clarifier le processus de manière systématique, sans perdre l'esprit et l'objectif de chaque étape.

Si nécessaire, quand quelque chose a été oublié, ou pourrait être ajouté pour améliorer le processus global, revenez à une étape précédente plutôt que d'essayer de terminer toutes les étapes. Le succès du développement qui tient compte des risques repose sur l'adaptabilité.



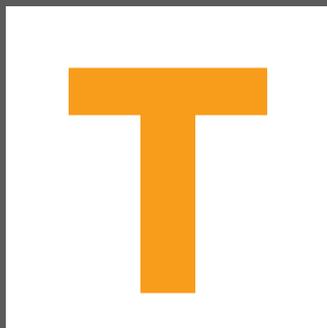
Principales questions à poser

Lorsque les huit étapes sont terminées, les communautés les plus exposées devraient avoir acquis une bonne compréhension de leur :

- Possibilité d'assurer pour elles-mêmes un développement qui tient compte des risques ;
 - Pouvoir de prendre ou d'influencer des décisions ;
 - Capacité à participer activement aux décisions concernant leur avenir.
- Qu'avons-nous réalisé ? Qu'avons-nous manqué ou que pourrions-nous améliorer ? Qu'avons-nous appris et y a-t-il de nouvelles choses à ajouter ?
 - Où allons-nous maintenant ? Quand serait-il souhaitable de revoir l'une ou l'autre des étapes ?
 - Quels sont les résultats du processus de développement qui tient compte du risque mené par la communauté qui peuvent informer les politiques, les plans et les réglementations au niveau national ou régional ?
 - Quelle valeur voyons-nous dans le processus de développement qui tient compte du risque ? Comment pouvons-nous tirer parti de cette valeur ?
 - Les communautés les plus exposées sont-elles plus conscientes de leurs droits ? Sont-elles plus autonomes ? Sont-elles conscientes de leur rôle pour décider de leur avenir et impulser un développement qui tient compte des risques dans leur communauté ? Que peut-on faire de plus ?

L'intérêt du développement qui tient compte des risques est qu'il nous permet d'ajouter de nouvelles idées ou clarifier le processus.





OUTIL N° 1

Modèle pour l'exercice de la vision aux objectifs



Modèle pour l'exercice de la vision aux objectifs

Ce modèle peut être utilisé pour traduire votre vision en objectifs dans le cadre d'un exercice participatif. Il peut être complété individuellement puis en groupe de discussion.

Les résultats des différents groupes de discussion doivent être comparés par les membres de la communauté concernés afin de trouver un accord sur des objectifs communs et de passer aux étapes ultérieures du processus de planification d'un développement qui tient compte des risques.

Les objectifs à court terme doivent couvrir les prochains mois et l'année, et inclure les choses qui nécessitent une attention immédiate, qu'il s'agisse d'aspirations, de besoins ou de préoccupations.

Les objectifs à long terme doivent couvrir 1 à 2 ans, voire plus, en fonction de la réponse de la communauté.

Une version Microsoft Word modifiable de ce modèle peut être téléchargée sur le site web de GNDR.

➔ [TÉLÉCHARGER LE MODÈLE](#)

	Objectifs à court terme	Objectifs à long terme
Que puis-je faire pour concrétiser cette vision ou cette aspiration ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. 2. 3. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. 2. 3.
Que pouvons-nous faire, en tant que communauté, pour concrétiser cette vision ou cette aspiration ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. 2. 3. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. 2. 3.





OUTIL N° 2

Liste de contrôle des données à recueillir et de la manière de les enregistrer



Liste de contrôle des données à recueillir et de la manière de les enregistrer

Cet exemple de modèle peut être utilisé pour guider votre collecte de données lors de la deuxième étape. Saisissez toutes les informations de la liste de contrôle des données dans des cartographies, à l'exception des informations textuelles.

Sources de données

- SS : Source ouverte secondaire
- SP : Source primaire (comprenant les observations communautaires, la cartographie et la documentation photographique)
- EM : Entretiens avec les ménages
- EPG : Entrevues en petits groupes

Version Word

Une version Microsoft Word modifiable de ce modèle peut être téléchargée sur le site web de GNDR.

→ [TÉLÉCHARGER LE MODÈLE](#)



Liste de contrôle des données	Source des données	Qui est responsable ?	Comment les données sont-elles collectées ?	Pour quand ?	Où est-ce stocké ?
<p>3. Activités économiques et sécurité financière</p> <p>3.1 Quelles sont les principales activités économiques des membres de la communauté ? Parmi ces unités et entreprises économiques et génératrices d'emplois, lesquelles sont la propriété de la communauté locale ?</p> <p>3.2 Les membres de la communauté bénéficient-ils d'une sécurité financière au travail ou en cas de perte de leurs moyens de subsistance ? Les femmes, les personnes âgées ou les orphelins de la communauté disposent-ils de mécanismes de sécurité et de protection financières ? Si oui, quels sont-ils ?</p>	<p>EM</p> <p>EM</p>				
<p>4. Environnement, écologie et ressources naturelles</p> <p>4.1 Quels sont les problèmes environnementaux et où ces problèmes sont-ils observés dans votre communauté ? (Par exemple, la pollution de l'air, la pollution de l'eau, la dégradation des plans d'eau, la mauvaise élimination des déchets, la perte de biodiversité, la perte ou la disparition des forêts et des espaces verts.) Si possible, des outils simples de test de la qualité de l'eau peuvent également être transportés lors des enquêtes communautaires.</p> <p>4.2 Quelles sont les principales ressources naturelles dans et autour de votre communauté ou quartier ? (Par exemple, arbres, forêts, rivières, étangs, zones humides, pêcheries, sources, sols fertiles, etc.)</p>	<p>SP + SS + EPG*</p> <p>PS + SS + EPG</p>				

* Avec des écologistes locaux, des organisations environnementales, des instituts techniques, etc.



Liste de contrôle des données	Source des données	Qui est responsable ?	Comment les données sont-elles collectées ?	Pour quand ?	Où est-ce stocké ?
<p>5. Sol et géologie</p> <p>5.1 Quels sont les types de sol et comment ces types de sol sont-ils répartis dans votre quartier et votre village ?</p> <p>Identifier les zones avec des sols fertiles.</p> <p>Identifier les connaissances et les techniques locales associées aux pratiques de gestion des sols liées à l’agriculture, afin de prévenir l’érosion.</p> <p>5.2 Quelles sont les zones géologiquement significatives ? (Par exemple, les zones qui ont subi des glissements de terrain, les zones avec des sources, les lits de roche dure, les sols peu profonds, etc.)</p>	<p>SP + SS + EPG*</p> <p>PS + SS + EPG</p>				
<p>6. Terres et paysages</p> <p>6.1 Quelles sont les différentes utilisations du sol et activités terrestres observées sur le territoire du quartier ou du village ? Quels sont les différents types de couverture terrestre ou de paysages dans votre localité ?</p> <p>Les types de couverture terrestre ou de paysages comprennent : les terres arides, les affleurements rocheux, les plaines inondables fertiles, les zones humides, les mangroves, les déserts, les plages de sable. Il sera utile de les identifier via des données secondaires ainsi que de les vérifier sur le terrain lors d’observations ou d’exercices communautaires.</p>	<p>SP + SS + EPG**</p>				

* Avec les agriculteurs locaux, les organisations environnementales, les instituts techniques, etc. **Avec les unités gouvernementales locales, les municipalités, les autorités de développement, les experts paysagistes ou les experts en la matière.



Liste de contrôle des données	Source des données	Qui est responsable ?	Comment les données sont-elles collectées ?	Pour quand ?	Où est-ce stocké ?
<p>7. Logement et sécurité du logement</p> <p>7.1 Comment sont construites les structures, notamment les maisons réparties sur le terrain ? Quelle est la densité d'occupation de chaque ménage ? Quelle est la distance entre chaque maison ?</p> <p>7.2 Y a-t-il des sans-abris dans la communauté ? Pourquoi sont-ils sans abri et disposent-ils d'une structure d'accueil dans le quartier ou le village ?</p> <p>7.3 Dans quelle mesure les structures construites sont-elles sûres ? Combien de bâtiments et de maisons ne sont pas sûrs en termes de sécurité structurelle, de conditions sanitaires, etc. ? Quelles sont les structures qui doivent être réparées et entretenues ?</p>	<p>SP + SS</p> <p>EPG* + SS</p> <p>EM**</p>				
<p>8. Accessibilité et état des infrastructures, des équipements et des moyens de transport</p> <p>8.1 Accessibilité des ménages aux équipements de base, aux sources d'eau, aux transports publics, aux toilettes publiques, à l'électricité et aux sources d'énergie : localisez ces équipements publics sur la carte.</p> <p>8.2 État des équipements de base existants, sources d'eau, transports publics, toilettes publiques, électricité et sources d'énergie, etc.</p>	<p>SP + EM</p> <p>SP + EM</p>				

* Unité administrative locale.

**Plus la cartographie et la localisation des structures dangereuses.



Liste de contrôle des données	Source des données	Qui est responsable ?	Comment les données sont-elles collectées ?	Pour quand ?	Où est-ce stocké ?
<p>9. Les aléas et les zones susceptibles d’être exposées à ces aléas (y compris les données prévues ou projetées et les données historiques)</p> <p>9.1 En fonction de la situation géographique, recueillir des informations sur les aléas et les zones sensibles aux aléas dans la localité et la région.</p> <p>9.2 Rassembler les données spatiales et les cartes sur les zones exposées à des risques spécifiques (ces informations peuvent être obtenues auprès de diverses sources secondaires).</p> <p>9.3 Rassembler des informations et des connaissances locales sur les événements historiques et les aléas du passé et sur la manière dont les communautés se sont adaptées à ces événements.</p>	<p>SS</p> <p>SS + SP</p> <p>SP + EPG</p>				
<p>10. Institutions et organisations</p> <p>10.1 Dressez la liste de toutes les institutions, organisations et agences locales et régionales pertinentes (par exemple, publiques, privées, gouvernementales, non gouvernementales, formelles et informelles dans divers secteurs, y compris l’éducation, l’agriculture, les infrastructures, l’environnement, etc.). Ces informations sont utiles pour identifier les collaborateurs appropriés aux différentes étapes de la planification du développement en fonction des risques.</p>	<p>SP + SS</p>				





OUTIL N° 3

Analyse contextuelle de la susceptibilité géophysique aux aléas



Analyse contextuelle de la susceptibilité géophysique aux aléas

Utilisez cet outil pour vérifier si les communautés concernées vivent dans des contextes ou des conditions propices à divers aléas.

Généralités

Certaines conditions et certains contextes peuvent entraîner des aléas spécifiques. Recherchez ces conditions pour déterminer si la communauté concernée est sujette aux aléas correspondant à ces conditions.

Deux tableaux sont fournis :

- Le tableau 1 montre les aléas qui sont soit naturels, soit déclenchés par le changement climatique ;
- Le tableau 2 montre les aléas qui sont déclenchés par l'activité humaine.

La liste des aléas est illustrative et non exhaustive.

Les déterminants géographiques de susceptibilité aux aléas peuvent être cartographiés ou localisés par rapport à l'établissement.

Les indicateurs locaux de susceptibilité aux aléas peuvent être liés aux personnes, aux lieux, aux facteurs physiques et aux systèmes.

Version Word

Une version Microsoft Word modifiable de ce modèle peut être téléchargée sur le site web de GNDR.

[→ TÉLÉCHARGER LE MODÈLE](#)



Tableau 1 : Aléas qui sont soit naturels, soit déclenchés par le changement climatique

Aléa	Déterminants géographiques de susceptibilité aux aléas	Indicateurs locaux de susceptibilité aux aléas
Séismes et / ou tremblements de terre	<ul style="list-style-type: none"> • Présence de lignes de faille dans la localité et dans la région autour de la communauté, du village ou de la ville • Y a-t-il des barrages, des activités d'explosion minière dans des zones ayant des antécédents de tremblements de terre et d'activités sismiques ? • Présence de cratères volcaniques 	<ul style="list-style-type: none"> • Instabilité des sols (érosions fréquentes, terres stériles) • Bâtiments et constructions qui ne sont pas adaptés ou résistants aux séismes • Absence ou faiblesse des systèmes d'alerte précoce
Glissements de terrain	<ul style="list-style-type: none"> • Paysages montagneux et vallées 	<ul style="list-style-type: none"> • Terres stériles, paysages agricoles en friche, sols à forte capacité de rétention d'eau et sols peu profonds
Inondations (crues fluviales)	<ul style="list-style-type: none"> • Communautés vivant à proximité de grands fleuves et systèmes fluviaux, en particulier dans les plaines d'inondation • Communautés vivant à proximité de cours d'eau dont le bassin connaît une tendance accrue des précipitations (durée et intensité des précipitations) 	<ul style="list-style-type: none"> • Bassin hydrographique de la rivière et régions vallonnées environnantes



Aléa	Déterminants géographiques de susceptibilité aux aléas	Indicateurs locaux de susceptibilité aux aléas
Inondations (inondations urbaines)	<ul style="list-style-type: none"> • Les anciennes zones historiques de la ville (car celles-ci deviennent généralement des zones de faible élévation, et donc de drainage versant, au fur et à mesure de l'extension de la ville alentour et aussi parce que ces zones ont des systèmes de drainage anciens et dégradés) • Les zones qui se sont développées de manière organique (c'est-à-dire non planifiées) au sein de la ville • Zones périurbaines (zones situées à la périphérie des zones urbaines administratives) 	<ul style="list-style-type: none"> • Les zones situées à proximité de canaux et de collecteurs d'eaux pluviales ou de rivières et de ruisseaux • Les zones dont les systèmes de drainage et d'égouts sont anciens et zones qui ne disposent pas de systèmes de drainage • Les zones situées à proximité de paysages pollués et de drains obstrués par des déchets solides
Éruptions volcaniques	<ul style="list-style-type: none"> • Paysages présentant des antécédents d'éruptions volcaniques et autres activités volcaniques (voir les données historiques de la bibliothèque de données) 	<ul style="list-style-type: none"> • Zones situées à proximité de fissures actives et dormantes • Zones de vallée dans des paysages volcaniques
Cyclones et raz-de-marrée	<ul style="list-style-type: none"> • Régions côtières et régions insulaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Ceintures côtières dépourvues de mangroves et de récifs coralliens • Les ceintures côtières qui ont des deltas étroits • Absence ou faiblesse des systèmes d'alerte précoce ou des modèles de prévision
Incendies de forêt	<ul style="list-style-type: none"> • Régions avec des forêts à feuilles caduques 	<ul style="list-style-type: none"> • Paysages à feuilles caduques avec une forte activité de foudre et d'orages



Aléa	Déterminants géographiques de susceptibilité aux aléas	Indicateurs locaux de susceptibilité aux aléas
Canicules	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la fréquence des températures maximales quotidiennes extrêmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Zones présentant des effets d'îlot de chaleur urbain • Zones à couvert forestière ou végétale clairsemée
Sécheresse	<ul style="list-style-type: none"> • Déserts, régions à faible pluviosité et à forte évapotranspiration 	<ul style="list-style-type: none"> • Paysages arides • Zones aux plans d'eau saisonniers
Pluies torrentielles	<ul style="list-style-type: none"> • Paysages montagneux et vallées en contrebas 	<ul style="list-style-type: none"> • Zones situées à proximité de rivières
Débâcle glacière	<ul style="list-style-type: none"> • Paysages montagneux et vallées en contrebas 	<ul style="list-style-type: none"> • Tendance observée de températures journalières plus élevées en haute altitude • Activités de dynamitage et d'exploitation minière à proximité des glaciers
Invasions d'insectes sur les terres agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Mondiale et surtout liée aux changements climatiques dans les régions 	<ul style="list-style-type: none"> • Essaims massifs d'insectes migrant entre les régions (les terres agricoles et d'élevage sont les plus menacées et les plus sensibles)



Tableau 2 : Aléas déclenchés par l'homme

Aléa	Indicateurs locaux de susceptibilité aux aléas
Crise sanitaire liée à une maladie infectieuse	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise santé et population affamée • Absence de centres de santé primaires solides et de réseaux d'installations médicales de niveau supérieur
Incendie et explosions	<ul style="list-style-type: none"> • Industries chimiques non réglementées et dangereuses, industries de fabrication d'explosifs • Gazoducs ou réseaux électriques non réglementés, peu sûrs ou mal entretenus
Aléas industriels (empoisonnement de l'air / pollution)	<ul style="list-style-type: none"> • Proximité d'industries dangereuses ou de centrales nucléaires avec des établissements humains
Aléas industriels (empoisonnement / pollution de l'eau, radiations)	<ul style="list-style-type: none"> • Proximité d'industries dangereuses ou de décharges non scientifiques avec des masses d'eau ou des régions à nappe phréatique élevée
Aléas industriels (pollution des sols et des terres)	<ul style="list-style-type: none"> • Ceintures agricoles où l'on utilise beaucoup d'engrais ou de pesticides • Sites d'enfouissement non scientifiques et décharges de déchets
Rupture de barrage	<ul style="list-style-type: none"> • Activités de dynamitage et d'exploitation minière à proximité des barrages • Barrages situés près de lignes de faille et dans des régions sujettes aux tremblements de terre • Taux d'érosion élevés dans la région du bassin versant du barrage





OUTIL N° 4

Exercice de cartographie des relations



Exercice de cartographie des relations

L'exercice de cartographie des relations est conçu comme un exercice collaboratif impliquant les membres de la communauté pour initier une réflexion visant à comprendre les relations entre les personnes, les lieux et les systèmes, et leurs liens avec les facteurs de risque.

Généralités

Cet exercice – s'il est mené dans un format participatif – a le potentiel d'éduquer les communautés sur la complexité, les interdépendances et les liens entre les personnes, le lieu / la terre et les systèmes (naturels et créés par l'homme).

L'organisation de la société civile peut faire appel à des experts (ou des professionnels de la communauté) qui pourront collaborer à cet exercice en tant qu'observateurs ou consultants ayant une expérience dans la planification du développement, la gestion des risques et des catastrophes, la socio-économie ou l'environnement.

Un exemple d'exercice de cartographie des relations est décrit ci-dessous, dont le but est de comprendre les facteurs liés aux aléas et aux facteurs de risque, ainsi que leurs impacts.

Cet exercice peut être réalisé sous la forme d'un atelier ou d'un exercice en petit groupe.

Préparation

Avant de commencer cet exercice, vous devez :

1. Présenter et expliquer les résultats de l'atelier de visualisation ;
2. Présenter le travail réalisé jusqu'à présent dans le cadre des étapes deux, trois et quatre de la planification d'un développement qui tient compte des risques ;
3. Expliquer aux membres de la communauté participants le concept de cartographie des relations et son objectif.



Comment effectuer l'exercice de cartographie des relations

1. Répartissez les participants en groupes de façon aléatoire ;
2. Dressez une liste de tous les aléas et facteurs de risque auxquels la communauté est confrontée (demandez aux participants de les écrire au tableau ; l'animateur peut ajouter d'autres menaces ou aléas qui ne sont pas mentionnés mais qui sont pertinents pour la communauté ou la région) ;
3. Attribuez un ou deux aléas ou facteurs de risque à chaque groupe ;
4. Partagez avec chaque groupe un jeu de quatre fiches portant les indications : Personnes, lieux, ressources et infrastructures / Systèmes pour chaque aléa / facteur de risque ; utilisez un jeu de fiches d'une couleur pour chaque aléa / facteur de risque (c'est-à-dire que chaque aléa ou facteur de risque discuté aura une couleur de fiche attribuée d'avance) ;
5. La question à débattre est la suivante : Quels sont les impacts

et / ou les conséquences des aléas et des facteurs de risque sur les personnes, les lieux / ressources et les infrastructures / systèmes ? (Cette question doit être discutée pour chaque aléa ou facteur de risque attribué à chaque groupe) ;

6. Demandez à chaque groupe de délibérer et de dresser la liste des réponses à la question posée au dos de la fiche ;
7. Sur un grand tableau de classe ou sur le sol, écrivez chacun des aléas et des facteurs de risque discutés et placez toutes les fiches autour de chacun des aléas et des facteurs de risque qui ont été repris ;
8. Demandez à tous les participants de prendre le temps de passer en revue toutes les fiches d'information relatives à chaque facteur de risque ;
9. Demandez à quelques participants de réorganiser toutes les fiches en fonction des titres :
 - Regroupez les fiches sur les personnes affectées par tous les aléas et facteurs de risque énumérés
 - Regroupez les fiches sur les lieux / zones / régions et les ressources affectées par les différents aléas / facteurs de risques. Épinglez

une grande carte de base (format A1 ou A0) du village / quartier et dessinez / coloriez la zone touchée sur la carte de base du quartier / village. Utilisez les crayons de couleur attribués à chaque aléa pour dessiner / colorier les zones affectées

- Regroupez les fiches sur les infrastructures affectées par les aléas / facteurs de risque
 - Regroupez toutes les fiches sur les systèmes (systèmes sociaux / économiques / culturels / démocratiques, etc.) affectés par les aléas / facteurs de risque
10. Affichez ce regroupement sur le sol ou sur le mur pour que tout le monde puisse le voir et en discuter ;
 11. Concluez et enregistrez le déroulement de l'exercice de groupe.

Ressources complémentaires

→ [Relationship mapping](#) par CIToolkit





OUTIL N° 5

Questions de réflexion sur la résilience des personnes, des lieux et des systèmes



Questions de réflexion sur la résilience des personnes, des lieux et des systèmes

Cette liste de questions peut être utilisée au cours de la troisième étape du processus de planification du développement qui tient compte des risques. Elle peut être utilisée conjointement avec l'exercice de cartographie des relations.

Communautés

- Les gens peuvent-ils accéder à des informations sur les aléas particuliers auxquels sont vulnérables leurs habitats ?
- Connaissent-ils les mesures de sécurité personnelle à prendre pour chaque type d'événement dangereux ?
- Sont-ils conscients de la sécurité des logements et de la sécurité structurelle nécessaire pour faire face aux aléas ?
- Savent-ils si leurs maisons se trouvent dans des zones à aléa ?

Sécurité financière

Étudiez la sécurité financière des :

- Familles via la sécurité de l'emploi ou des moyens de subsistance ;
- Familles via les régimes de sécurité sociale ;
- Micro et petites industries via des programmes et des mécanismes de soutien.

Groupes et individus spécifiques

- Les besoins particuliers des groupes vulnérables sont-ils pris en compte par les organisations communautaires, les gouvernements locaux ou d'autres décideurs (p. ex. les personnes en situation de handicap, économiquement marginalisées, socialement marginalisées ou âgées, les femmes et les enfants – en particulier les orphelins) ?
- Existe-t-il des directives spéciales pour améliorer la résilience de ces groupes particuliers ?
- Les plans de développement formels sont-ils sensibles aux besoins particuliers des groupes marginalisés et vulnérables ?



Santé de l'environnement naturel

- Les milieux naturels dans et autour de la communauté sont-ils pollués, fragmentés ou dégradés ? Sont-ils presque intacts ?
- L'urbanisation, l'agriculture et l'immobilier entraînent-ils une conversion des paysages naturels ?
- Les communautés profitent-elles des ressources naturelles de la région ? Les moyens de subsistance qui dépendent de ces ressources naturelles sont-ils sûrs ?

Administration locale

- Les unités gouvernementales locales soutiennent-elles les communautés avec des mécanismes de réponse-réhabilitation-récupération-reconstruction ?

Plans locaux de développement

Est-ce que les plans de développement des zones locales et les institutions gouvernementales locales :

- Identifient les zones locales vulnérables et sujettes aux aléas dans la localité ?
- Prennent des mesures d'atténuation pour faire face à ces risques physiques ?
- Investissent et soutiennent la mise en place de mécanismes visant à renforcer les réponses locales aux urgences ?
- Passent en revue la vulnérabilité des lieux, des personnes et des systèmes et proposent des mesures pour atténuer et s'adapter aux nouveaux risques ?
- Disposent de plans d'urgence qui sont examinés et révisés régulièrement en fonction de l'évolution des risques ?

Reddition de compte

- Transparence et accessibilité des informations sur les dépenses du gouvernement et l'utilisation des fonds publics.

Soutien financier

- Les groupes et communautés marginalisés ont-ils accès à des programmes d'aide financière ou de soutien aux moyens de subsistance mis en place par les unités gouvernementales locales et les gouvernements nationaux ?

Infrastructure

- Les infrastructures de base sont-elles disponibles et fournies par le gouvernement (p. ex. infrastructures d'approvisionnement en eau, d'évacuation des eaux usées et de drainage – en particulier dans les villes ; accès aux équipements collectifs) ?





OUTIL N° 6

Options d'analyse du développement qui tient compte des risques



Options d'analyse du développement qui tient compte des risques

Cet outil peut être utilisé au cours de la quatrième étape du processus de planification du développement qui tient compte des risques.

Évaluation de l'impact sur le développement

Une évaluation de l'impact sur le développement couvre les impacts environnementaux, sociaux et économiques.

Une telle évaluation considère particulièrement l'impact des activités de développement (p. ex. les mégaprojets et la transformation des terres par l'urbanisation).

La construction de barrages, l'exploitation minière, le dynamitage, les autoroutes et les réseaux de transport sont des exemples de mégaprojets qui peuvent causer des dommages environnementaux, sociaux et économiques considérables – et souvent irréversibles – aux communautés et aux paysages.

Entreprendre une évaluation de l'impact environnemental, social et économique de la zone locale en ce qui concerne toutes les interventions de développement possibles, notamment les mégaprojets.

Dans les cas où des études d'évaluation d'impact spécifiques à un projet sont déjà disponibles, les organisations de la société civile peuvent aider les membres de la communauté à partager les résultats de ces études dans le but d'examiner la pertinence de ces études pour la communauté.

Réalisez un exercice pour sensibiliser les membres de la communauté à l'impact global du développement, aux facteurs de risque et aux facteurs de risque associés à divers aléas physiques et non physiques.

Collaborez avec les experts locaux (p. ex. les experts en EIE et EIS et les consultants spécialistes de l'environnement) et les autorités chargées du développement (p. ex. les organes du gouvernement local).



Analyse de superposition

Une analyse de superposition peut aider à identifier les zones présentant des aléas multiples. Les relations au sein d'un territoire peuvent être cartographiées grâce au processus de superposition spatiale. La superposition spatiale est réalisée en joignant et en visualisant conjointement des ensembles de données spatiales distincts (ou des cartographies) qui partagent tout ou partie de la même zone.

Les cartographies des aléas individuels du quartier, qui sont imprimées sur des feuilles transparentes, peuvent être placées les unes sur les autres pour délimiter et identifier les zones présentant des aléas multiples (c'est-à-dire des aléas qui se superposent). La [méthode de superposition graphique](#) est l'analyse de superposition la plus viable pour travailler avec les membres de la communauté.

Analyse de l'adéquation des terres

Ce type d'analyse de l'aménagement d'un territoire peut aider à identifier les terres qui sont les plus appropriées ou qui conviennent le mieux pour divers types d'activités.

Cette analyse peut être obtenue en déduisant de la carte la plus large de la zone quelles sont les terres vulnérables, les zones exposées aux aléas et les paysages importants sur le plan environnemental ou sensibles sur le plan écologique.

Un autre exemple d'analyse d'adéquation est l'adéquation des terres à l'agriculture, qui doit dériver d'une carte spatiale de la fertilité des sols indiquant la disponibilité de l'eau pour l'irrigation.

La clé consiste ici à identifier tous les facteurs physiques et non physiques importants qui déterminent l'adéquation d'un terrain pour une activité particulière.

Dégradation et fragmentation des infrastructures de résilience

Cette vue couvre les systèmes naturels tels que les systèmes de drainage, les systèmes de zones humides et les réseaux verts.

Les infrastructures de résilience primaire sont les systèmes paysagers naturels, car ils ont la capacité intrinsèque de s'adapter en raison des mécanismes d'autorégulation incorporés à leurs systèmes.

Les mangroves constituent une importante infrastructure de résilience contre les inondations côtières et les forces de marée. Les voies et réseaux de drainage naturels sont essentiels pour prévenir les inondations et les engorgements, car ils sont le résultat du terrain.

Les forêts et les zones humides sont des puits naturels et toutes fournissent des services écosystémiques essentiels à la résilience. Pour que ces systèmes fonctionnent bien, l'intégrité structurelle est fondamentale. La fragmentation de ces réseaux (par des activités de construction, des routes, etc.) nuit à la performance de ces systèmes de résilience naturelle.



La méthode la plus efficace consiste à réaliser un exercice de terrain avec les membres de la communauté pour identifier physiquement ces réseaux en utilisant les connaissances locales et historiques de la communauté sur la façon dont ces paysages et systèmes naturels se sont transformés au fil du temps.

Les résultats ci-dessus peuvent être documentés par des cartographies. Si des cartes de base sont disponibles, une simple analyse de superposition entre une carte des bâtiments et des activités de développement, et une carte historique des réseaux de paysages naturels et des cours d'eau naturels (corps et drainage), peut aider à identifier les points et les zones où les systèmes naturels ont été détruits ou fragmentés.

Technique du rayon d'influence

La pollution est une autre cause majeure de la dégradation des infrastructures et de leur faible résilience. Les zones de dégradation dues à la pollution et à d'autres facteurs peuvent être évaluées à l'aide de la méthode du rayon d'influence. Pour ce faire, localisez les sources de pollution par rapport aux systèmes / réseaux d'infrastructures de résilience (paysages naturels). Si des sources de pollution se trouvent à proximité de ces systèmes de résilience naturelle, ces derniers sont susceptibles de se dégrader. Ces deux évaluations peuvent être menées sous la forme d'un exercice de groupe impliquant des membres de la communauté.

Capacité de charge

La capacité de charge peut être calculée pour une zone donnée en fonction d'une ressource disponible et de la demande. Si la disponibilité d'une ressource naturelle dans une zone donnée est inférieure à la demande / aux besoins, cela accroît la dépendance par rapport aux ressources situées en dehors de la zone et dépasse donc la capacité de charge naturelle de la zone. Cela peut aider à prendre des décisions politiques éclairées sur des questions telles que l'approvisionnement en ressources ou même l'utilisation de ressources locales sous-utilisées.

Indicateurs d'émissions élevées et de pratiques non durables

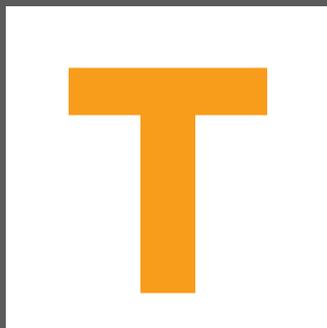
La dépendance vis-à-vis des véhicules privés en raison de l'inaccessibilité des transports publics, la faible accessibilité piétonnière, la forte dépendance vis-à-vis de produits non locaux, la culture d'espèces exotiques, l'agriculture à forte consommation d'eau et la disparition de la biodiversité locale sont des indicateurs évidents de pratiques non durables.

Ces indicateurs peuvent être utilisés pour examiner les pratiques durables et non durables au niveau des ménages, des communautés ou des villes.

Il est essentiel de sensibiliser les communautés à ces indicateurs si on veut garantir la redevabilité de toutes les parties prenantes concernées.

Il est utile que les communautés fassent un brainstorming et établissent elles-mêmes une liste de ces indicateurs en fonction de leur mode de vie et des conditions locales. Cela les aidera à modifier et à faire évoluer les pratiques innovantes et durables qui leur sont propres et leur conviennent le mieux.





OUTIL N° 7

Analyse SWOT



Analyse SWOT

Les forces, faiblesses, opportunités et menaces (acronyme anglais SWOT) peuvent être analysées pour hiérarchiser les risques à traiter de manière participative.

Comment faire une analyse SWOT

Pour réaliser une analyse SWOT, les groupes doivent commencer par dresser la liste des forces et faiblesses internes. Celles-ci peuvent être liés au contexte des personnes (facteurs sociaux, économiques et culturels), à leur emplacement (environnement physique, facteurs liés aux services écosystémiques) et aux systèmes (institutions, mécanismes, facteurs politiques/de gouvernance).

Elle doit concerner ceux qui se sont organisés pour réaliser une planification du développement qui tient compte des risques, et ceux qui participent (ou sont représentés) à l'exercice SWOT.

Les groupes doivent ensuite dresser la liste des menaces et des opportunités externes. Celles-ci devraient être liées à l'environnement plus large, ou aux parties prenantes et aux détenteurs de devoirs qui ne sont pas directement impliqués dans le processus émergent.

Il est aussi possible d'utiliser les informations provenant d'autres sources, telles que les connaissances recueillies par d'autres outils dans le cadre du processus de développement qui tient compte du risque.

Les réponses peuvent être présentées à la vue de tous dans un grand tableau comme celui de la page suivante.



Forces	Opportunités
1.	1.
2.	2.
3.	3.
Faiblesses	Menaces
1.	1.
2.	2.
3.	3.

Version Word

Une version Microsoft Word modifiable de ce tableau et du suivant peut être téléchargée sur le site web de GNDR.

[**→ TÉLÉCHARGER LE MODÈLE**](#)

Pour analyser plus en profondeur les résultats et prendre des décisions stratégiques sur les risques à traiter en priorité dans les actions futures, posez les questions suivantes :

- Quelles stratégies utiliseront les forces identifiées pour maximiser les opportunités ?
- Quelles stratégies utiliseront les forces identifiées pour minimiser les menaces ?
- Quelles stratégies permettront de minimiser les faiblesses en profitant des opportunités ?
- Quelles stratégies permettront de minimiser les faiblesses et d'éviter les menaces ?

Pour que tout le monde puisse les voir, les réponses peuvent être présentées sur un grand tableau, comme l'exemple de la page suivante.

Il peut être fait référence aux informations fournies lorsque le groupe passe à d'autres étapes du processus de développement qui tient compte des risques.



	Opportunités pour les parties prenantes externes 1. 2. 3.	Menaces des parties prenantes externes 1. 2. 3.
Forces des parties prenantes internes 1. 2. 3.	Stratégies qui utilisent les points forts pour maximiser les opportunités 1. 2. 3.	Stratégies qui utilisent les points forts pour minimiser les menaces 1. 2. 3.
Faiblesses des parties prenantes internes 1. 2. 3.	Stratégies qui minimisent les faiblesses pour exploiter les opportunités 1. 2. 3.	Stratégies qui minimisent les faiblesses et évitent les menaces 1. 2. 3.





Global Network of
Civil Society Organisations
for Disaster Reduction

Diakonie 
Katastrophenhilfe



Guide pour un développement qui tient compte des risques
Première publication en 2022

© Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction (GNDR)

Association à but non lucratif numéro : 1141471

Société à responsabilité limitée, enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro
07374358

8 Waldegrave Road
Teddington
Londres
TW11 8HT

gndr.org
